

PARIS

— EN 1870-1871

LETTRES D'UN ASSIÉGÉ

SIMPLES FEUILLETS D'HISTOIRE VÉCUE AU JOUR LE JOUR

PAR

LOUIS HERBETTE



MONTRÉAL

DES PRESSES DE "LA PATRIE"

1895



3 9004 03467781 2

The EDITH *and* LORNE PIERCE
COLLECTION *of* CANADIANA



Queen's University at Kingston

F 1099

PARIS

— EN 1870-1871

—
LETTRES D'UN ASSIÉGÉ

SIMPLES FEUILLETS D'HISTOIRE VÉCUE AU JOUR LE JOUR.

PAR

LOUIS HERBETTE



MONTRÉAL

DES PRESSES DE "LA PATRIE"

1895



Digitized by the Internet Archive
in 2013

PARIS EN 1870-1871

LA PATRIE de Montréal, en date du 28 septembre 1895, publiait ce qui suit :

Nous avons la bonne fortune de commencer aujourd'hui, en quatrième page, la publication des *Lettres d'un assiégé*, par M. Louis Herbette. Ce sont, comme l'auteur les intitule lui-même, de " Simples feuillets d'histoire vécue au jour le jour ", mais elles auront d'autant plus d'effet auprès de nos lecteurs, que nous finissons à peine d'entendre l'écho des fêtes que les Allemands ont organisées partout, à propos du 25^e anniversaire de Sedan.

Nous n'avons pas à présenter M. Louis Herbette à nos lecteurs, car il a déjà, par ses articles dans LA PATRIE, par ses discours en France et par sa large hospitalité envers tous les Canadiens-français qui ont eu la bonne fortune de le rencontrer, donné des preuves d'une sympathie et d'un talent que sa haute personnalité nous exempte de détailler ou de faire valoir.

Après les vantardises germaniques, après l'écho des *hoch!* prussiens qui nous sont arrivés avec les détails de beuveries gargantuesques, il fera bon d'abandonner la lecture de colonnes entières qui nous arrivent chaque jour par un service de dépêches transatlantiques aux gages de l'Allemagne et de l'Angleterre, et dont l'hostilité envers tout ce qui est français est la note dominante, pour faire un retour de 25 ans aux dramatiques et patriotiques souffrances de la population de Paris pendant le mémorable siège de 1870.

Nous le répétons : c'est une véritable bonne fortune pour nos lecteurs et nous remercions l'auteur en leur nom de leur avoir donné le privilège de connaître ces *simples feuillets* comme il les appelle avec une modestie qui ne peut qu'ajouter à leur charme et à leur valeur.

INTRODUCTION

VINGT - CINQ ANS APRÈS

Août 1895.

Un quart de siècle s'est écoulé depuis l'*année terrible*. Qui l'a oubliée cependant ?

Les évènements, les intérêts et les problèmes, les sentiments et les devoirs qui ont alors passionné la France appartiennent à l'histoire sans doute, mais non pas moins à notre vie présente. Depuis vingt-cinq ans ils sont d'actualité.

C'est ce qui détermine non-seulement sa situation et ses actes au regard des autres peuples, mais les évolutions de sa politique intérieure, le développement de ses institutions, la transformation de ses mœurs publiques, les passions, les visées, les espérances nationales. Il semble que la *Défense Nationale* soit d'hier ; ou plutôt elle est de chaque jour, de demain comme d'aujourd'hui.

Oui, la France a beaucoup appris, et ayant subi d'irréparables pertes, elle n'a droit de rien oublier. Chaque génération nouvelle a le devoir de se reporter à ce passé ineffaçable, comme à la préface du livre des destinées dont elle devra écrire à son tour quelque page. C'est comme le pèlerinage sur la tombe des chers morts, qui doivent être honorés toujours, pour l'avantage même des vivants, et pour la postérité qui rajeunira encore leur mémoire.

Libre aux autres pays d'être indifférents à cette histoire, qui n'est pourtant pas nôtre seulement ; elle est leur aussi, soit qu'ils le veuillent et qu'ils le sachent ou non.

Certes, les vainqueurs rappellent avec empressement l'époque qu'ils considèrent comme glorieuse et comme heureuse pour eux entre toutes. Et

pourtant n'auraient-ils pas à se défier de ce qu'elle leur a légué, avec des profits matériels : la tradition et les habitudes de la force triomphante ; les difficultés d'organisation sociale et autre, que ne résout ni l'empirisme ni la morale du succès ; des ambitions et des nécessités nouvelles, c'est-à-dire de nouvelles causes d'épreuves, d'erreurs, de vices, et de souffrances ? Si nous sommes enchaînés à nos malheurs, le sont-ils moins à leurs victoires ? et le gain au jeu de la force et du hasard, est-il toujours moins dangereux que la peste ?

Quant aux Etats, soi-disant amis ou non, qui sont si volontiers restés spectateurs insoucians d'un duel inégal, n'ont-ils pas été forcés d'apprendre que ne se désintéresse pas qui veut des maux d'autrui ? Depuis que la France souffre, ne faut-il pas qu'ils veillent sur soi ? Depuis que le droit de conquête, de rançon, de partage, la spoliation des plus faibles, le transfert d'habitants comme du bétail d'un pays à l'autre, ont fait réapparition solennelle, ne faut-il pas que chacun s'assure protection par ses propres moyens ?

Voilà toute l'Europe en armes, s'épuisant pour assurer sa vie, continuant de payer en pleine paix les frais de notre guerre. Et, tout le monde payant, c'est encore notre pays qui par son travail, par ses ressources accumulées, supporte le mieux le tribut, alors que nos vainqueurs achètent si cher chaque année la possession des territoires arrachés à notre sol.

Etrange fatalité de la force, qui réagit sur l'auteur et sur les témoins de ses écarts. En sorte que nul n'en est jamais le maître. Ne l'a-t-on pas dit ? " Le marteau reçoit autant de coups que l'enclume. " —

Ainsi s'affirme dans la réalité même des faits les plus matériels et par les lois économiques autant que par les lois morales, le principe de solidarité entre les peuples qui, par la civilisation, ont fait communauté de vie. Aucun mal ne peut frapper l'un sans contre-coup pour les autres, de même que dans nos sociétés modernes, les citoyens les plus divisés et les générations les plus éloignées restent solidaires.

Les événements de 1870-1871 ne sont donc pas sans intérêt pour personne, à part même le spectacle de scènes saisissantes et l'étude de phénomènes extraordinaires de l'existence humaine en telles crises. Car quelles leçons de psychologie collective et individuelle !

Pour les hommes de nationalité et de race française qui, vivant à l'Etranger, n'ont rien observé que de loin par journaux insuffisamment renseignés, ou par livres se restreignant à des généralités, pour les Canadiens français qui gardent au cœur le souvenir de la Mère-Patrie comme ils ont conservé les qualités les plus généreuses de nos populations, — comment pourrait-on les supposer indifférents à ce qui touche leurs frères d'Europe ? Et comment ne serait ce pas pour ceux-ci une consolation, une satisfaction profonde, de dire : " Voyez, si dans les plus dures calamités nous ne sommes pas restés dignes de votre estime et de votre affection ! "

Cette histoire, les livres peuvent essayer de la donner. Mais outre qu'ils omettent les détails, qui sont comme la substance même de la réalité et les parcelles de la vérité vivante, ils ne s'attaquent pas profondément jusqu'ici à l'époque terrible. Elle est trop saignante encore pour que les écrivains de

profession opèrent par froide analyse, comme on ferait sur un cadavre à l'amphithéâtre de dissection.

Cette histoire, c'est notre chair. Il nous semble qu'elle frémit encore. Pour revenir à cette époque, nous touchons au tombeau de nos parents, au berceau de nos enfants. Là sommeillent le meilleur de nos passions et nos regrets les plus poignants. Ces douleurs d'hier sont notre force d'aujourd'hui et notre espoir de demain.

Est-il donc interdit de revivre ce que nous avons vécu, comme dans un rêve il est vrai, mais dans un rêve qui domine notre destinée et qui dominera peut-être celle de nos descendants ?

La vie s'évapore trop souvent des matériaux qu'on a méthodiquement amassés pour les ouvrages d'histoire savamment ordonnés. Quant aux appréciations et aux théories qu'un auteur édifie sur ces matériaux, pourquoi faut-il qu'elles vieillissent si vite, et qu'il faille les refaire constamment, pour se maintenir au courant de l'esprit des générations successives ; tandis que les notes, les impressions d'un témoin subsistent, et peuvent rester toujours vraies, vraies jusque dans ses erreurs et dans ses illusions mêmes, car par là même il appartient encore à l'époque et en marque le caractère.

Ce sont donc les lettres d'un témoin que nous transcrivons ci-après, lettres écrites sous l'impulsion des événements et des sentiments qu'ils inspiraient.

Par sa situation et ses relations, par l'entraînement que secondaient l'âge, le caractère, et le désir de se rendre utile, il était mis en mesure de voir les faits, de recueillir les impressions, les émotions de nombre de ses concitoyens. Les trois frères étaient restés à Paris, par devoir, tandis que les vieux parents, les femmes et les enfants s'étaient retirés dans une petite ville où la famille avait depuis longtemps une résidence affectionnée, à Pornic, dans le département de la Loire-Inférieure.

De ces lettres ainsi écrites pour toute une famille, bon nombre ont été perdues, détournées, que sait-on ? On donne ici les principaux extraits des autres, que le vieux père avait conservés, et qui ont été retrouvés après sa mort. Ainsi s'offre la pensée, la vie vécue de braves gens étroitement unis par l'affection et par le patriotisme. Qu'il soit permis, en exhumant ces papiers d'autrefois, d'adresser un souvenir attendri aux dignes et chers êtres qui ont partagé tant d'épreuves, qui sont dans le dernier repos, mais dont la pensée est toujours présente en leurs enfants !

Ces épreuves n'ont pas été vaines. On n'en a pas seulement le témoignage par la sagesse de la France, par cette paix intérieure et extérieure qu'elle a su garder depuis vingt-cinq ans. Et pourtant, à quelles époques faudrait-il remonter, pour trouver une telle durée de labeur pacifique ?

Dans ces vingt-cinq ans, la France a refait ses forces militaires, sa prospérité, son outillage matériel sa constitution et ses lois. Elle s'est constitué tout un patrimoine colonial. Le suffrage universel, tenu si longtemps en tutelle a fait l'apprentissage de ses droits.

L'organisation et le régime de la démocratie libre, voilà ce qu'il a fallu réaliser, au milieu de quelles difficultés, de quelles luttes suscitées de toutes parts !

L'égal concours de tous aux charges militaires, les familles les plus riches payant la dette du sang pour la patrie, et acquérant par là même un regain de vigueur ; l'enseignement s'ouvrant à tous, et d'immenses efforts accomplis pour mettre en valeur les forces intellectuelles du pays comme les autres ; enfin l'absolue liberté de pensée, de langage, de discussion, de publicité, implantée malgré tant d'écarts et d'abus.

En un mot, la nation, qui s'était ressaisie dans l'extrême infortune, apprenant par degrés à se gouverner au lieu de tant de dangers où son existence était incessamment en jeu, — voilà le résultat de ces vingt-cinq ans.

Et sans que jamais on oublie ce qui reste à faire, c'est avec émotion qu'on peut songer à ceux qui ont succombé alors et depuis lors au service du pays ; c'est avec émotion qu'on cherche, même hors de France, des mains amies, pour serrer celles des Français de 1895 en souvenir des Français de 1870-1871.

LOUIS HERBETTE.

PARIS EN 1870-1871

LETTRES D'UN ASSIÉGÉ

SIMPLES FEUILLETS D'HISTOIRE VÉCUE AU JOUR LE JOUR

AOÛT 1870

Les défaites. — Gouvernement qui s'effondre. — L'angoisse et la colère publiques. — Les Prussiens vont-ils venir? — L'aspect de Paris. — La ville cosmopolite — Ceux qui vivaient pour jouir. — Le Paris et la France patriotes. On se défendra. La leçon du malheur. — L'approche de l'ennemi. — Les bouches et les bras inutiles. — Les départs. Les familles qui se partagent. — Au devoir!

Paris, le 7 août 1870.

MES CHERS PARENTS,

Je vais bien ; mais je vous avoue que l'émotion, l'incertitude, surtout le sentiment de l'impuissance où nous sommes, pauvres citoyens, sous les hautes mains qui nous poussent, agit sur les nerfs, en dépit de tout effort pour garder quelque sang-froid, et, si l'on peut, quelque philosophie. Vous n'imaginez pas l'impatience, l'excitation, la colère publique.

Vous savez les événements ou ce qu'on en dit : Désastres, armées coupées, dit-on. A Paris, état de siège.

Où allons-nous ? Que deviendrons nous ?

Pas de détails, pas de commentaires à vous donner. Il commence à devenir dangereux de bavarder.

La chambre va se réunir, demain peut-être, MM. les députés vont donc décider de nos destinées.

Que se passera-t-il ce soir, et les jours suivants, ici et ailleurs ?.....

LOUIS HERBETTE.

11 août.

Nous vivons dans une fièvre terrible. Il semble que tout se passe en rêve, en cauchemar.

Certaines heures ont paru longues. Le public semblait s'attendre à tout, et pas seulement le public.

J'ai assisté à tous les événements ; je crois qu'ils ne s'effaceront jamais de mon souvenir. On en apprend long en quelques jours sur les hommes, sur l'état d'un pays, sur l'histoire d'un peuple, sur les institutions, les mœurs, les vices, sur les causes qui agissent durant des années et dont les effets éclatent tout d'un coup. Le voile se déchire ; mais ceux-là seuls qui sont près du rideau voient ce qui se cache derrière.

Je suis sûr que tu me comprends, mon cher père, je ne puis parler que par figures.

Je ne vous dis rien de la chute du ministère, et de la formation du nouveau.....

Dimanche, 14 août 70.

MA CHÈRE MÈRE,

Je n'ai aucune illusion sur la situation générale, et je crois même en avoir diminué quelques-unes chez ceux qui m'entourent.

Mais un pays comme le nôtre, même abattu ne périt pas. Il y a des crises qui sauvent le malade. Souviens-toi de ce que tu nous as entendu dire depuis des années, et songe si nous avons tort.

Toute préoccupation personnelle doit s'effacer en face de tels événements.

Quoiqu'il advienne, ne t'inquiète pas, et tâche de ne pas t'étonner. Il faut être prêt à tout et pour tout.

Vous entendrez crier et se lamenter beaucoup de gens qui ne voient et n'ont vu guère loin. Laissez dire. Les aveugles de la veille seront affolés quand il faudra que leurs yeux s'ouvrent.

Lundi, 22 août.

Toujours dans l'attente !

Les Prussiens viendront-ils à Paris ? Seront-ils arrêtés en route ? Nul ne sait. L'important est qu'ils n'entrent pas dans Paris.

On travaille à fermer toutes les ouvertures, à placer des canons, à faire des embrasures, à bâtir des casemates. Mais il faut entasser des provisions et il faudrait distribuer des armes ; par malheur, on n'en donne guère, et celles que l'on donne ne valent pas le fusil à aiguille.

Ce ne sont pas les hommes qui manquent ; mais ils se dégoûtent de n'être bons à rien, n'étant pas tous armés, exercés, formés en bataillons. Combien de forces perdues !

Vous seriez bien surprises, toi et ma petite sœur, si vous arriviez ici, de voir peu d'émoi, peu de mouvement guerrier. Les dames continuent à se promener ; les étrangers sont nombreux, les cafés sont pleins, et les promenades sont gaies comme à l'ordinaire. A coup sûr, on ne se douterait pas que la France est envahie, que tant de familles sont en deuil, et que l'ennemi menace de nous assiéger. On se demanderait si Paris est une immense hôtellerie avec une multitude d'habitants et pas de citoyens. Il serait temps cependant qu'il fût rendu aux parisiens vrais, débarrassé des étrangers, des indifférents et des flâneurs, des bouches inutiles et des mains oisives.

Oui, ce sentiment commence à s'accroître vigoureusement : Il faut que Paris soit ville française et agisse comme telle ; qu'il ne soit plus un lieu de plaisir, la capitale internationale du luxe et des jouissances. On ne peut s'empêcher de s'irriter de ce calme, de cette apparente insouciance des promeneurs. On se retient pour ne pas crier aux hommes : " Que faites-vous là ? N'êtes-vous pas des êtres neutres, des égoïstes sans patrie ? " — Et aux femmes : " Si vous voulez faire des mines et vous consacrer aux chiffons, allez loin d'ici. Vous n'êtes pas françaises ; vous n'êtes pas parisiennes ; vous n'êtes que des poupées ambulantes et cosmopolites."

Excuse, ma bonne mère, cette vivacité. On est révolté de la froideur, de la peur de certains bourgeois et bourgeoises quand il s'agit de sauver l'honneur et la vie de la nation. Ils ne songent, depuis des années, qu'à leurs intérêts, à leurs jouissances, à leur bien-être. La politique, les droits, la liberté, — ils en riaient ou trouvaient de mauvais goût qu'on en parlât avec chaleur, avec passion. Et voilà qu'ils n'ont même plus de passion pour leur pays. Ils regardent les pauvres diables aller au feu, et ne songent qu'à se tirer d'affaire pour le mieux, eux et les leurs. Sacrifier sa peau, son avenir, sa tranquillité pour la patrie ? Allons-donc ! c'est bon pour les gens qui n'ont pas les moyens de s'en dispenser.

Chez les jeunes gens, chez les ouvriers et les paysans, chez

ceux qui travaillent, qui ont l'habitude du dévouement et du sacrifice, il y a du courage. Mais outre que ceux-là n'ont guère d'armes, que peuvent-ils s'ils ne se sentent soutenus, encouragés, affranchis de ce qui paralyse la nation ?

Malgré tout, j'ai foi qu'au dernier moment, s'il le faut, les hommes de cœur se lèveront, et qu'ils feront des prodiges, s'il le faut. — Nos soldats combattent vaillamment. S'ils ne peuvent arrêter l'ennemi, Paris l'arrêtera. Qu'il veuille, et il pourra. Telle est l'impression qui le dégage.

On se tirera de là, sinon maintenant, du moins plus tard. Les leçons qu'on reçoit sont rudes, trop rudes pour être oubliées et perdues. Le mal éclate ; mais connu et avoué, il n'est plus incurable.

Rappelez-vous nos conversations politiques, depuis si longtemps. Hélas ! Nous n'avions que trop raison.

Dimanche, 28 août 70.

Encore dans l'attente, et quelle attente ! je profite des derniers temps de répit pour vous écrire. Qui sait si M.M. les Prussiens ne s'aviseront pas bientôt d'enfermer les Parisiens dans Paris, de couper les chemins de fer et la poste ? — Il faut tout prévoir et s'habituer à tout.

J'étais à la chambre lors de la déclaration qui annonçait l'approche et l'arrivée possible des Prussiens. Ce qu'on éprouve, vous le devinez.

Et maintenant quel défilé de gens, de bagages, de caisses qui filent pour se mettre à l'abri.

Si nos chers voyageurs sont arrivés à bon port, tout semble bien pour notre famille en ce triste moment. Vous trouverez des consolations, du courage, de la patience dans le rapprochement et l'union de tous les membres de la famille que le devoir ne retient pas ici. Que feraient ici des femmes et des enfants ?

Il faut, mon cher père, que tu restes à Pornic, je te connais trop pour ne pas savoir ce que te coûtera cet éloignement. Mais tu as ton rôle, et permets-moi d'ajouter, ton devoir là-bas. C'est une grande sécurité pour les trois frères de penser que tu es avec ceux que nous aimons. Ton rôle est celui qui demande le plus de fermeté, de dévouement et de force morale.

SEPTEMBRE 1870

Le flot ennemi. — L'extrême anxiété. — Il ne reste plus que la Nation. — Sedan! — L'Empire disparaît. La République reparaît. Gouvernement provisoire de défense Nationale. L'existence de la France à sauver. — On vit comme en rêve. Paris changé en camp. — La vie nationale, c'est l'honneur. Le réveil. On ne tue pas un peuple. — Les femmes. L'esprit public. On se prépare. — L'investissement. Commencement du siège. — Paris hors de France. Les correspondances par ballons. Les hasards de la poste aérienne. — L'attitude des Parisiens. La garde nationale. La mobile. — Les essais de négociations. Le pays obligé de se défendre. — Tableaux de Paris guerrier. — Les Prussiens repoussent toute paix sortable. Ils ne supprimeront pas la France. Le droit et la force. Appel à la province. — La population transfigurée. Ruche en armes. Les gamins de Paris. Tout le monde s'y met!

Paris, 2 septembre 1870.

MES CHERS PARENTS,

J'ai tardé d'un jour à vous écrire pour vous annoncer quelque événement décisif. Mais il n'est bruit que de combats sanglants, dans lesquels nous n'avons pas eu toujours l'avantage, et qui se répètent incessamment. Peut-être en ce moment fait-on au corps législatif une déclaration officielle.

Eût-on une victoire, la campagne ne serait qu'à son début, car les Russiens ont des masses énormes auxquelles, paraît-il, nous ne pouvons guère opposer, dans les environs de Metz ou de Sedan et de Mézières, que 250 mille hommes. La tactique semble donc de s'adosser aux forteresses, à la frontière, à tous les obstacles qui arrêtent les manœuvres tournantes de l'ennemi. On le fatigue, on le décime, et l'on gagne du temps ; mais ces Prussiens sont innombrables !

Je vous fais grâce de toutes les nouvelles qui se croisent ; se heurtent, se détruisent. Je vous assure qu'il faut s'armer de fer-

meté pour résister à toutes ces secousses en sens contraires, pour garder son sang froid et sa décision.

A vrai dire, je ne regrette pas, pour vous, que vous soyez loin d'ici. Ceux qui travaillent et agissent, ont une vie tolérable, ceux qui restent inactifs, se rongent. Ce n'est pas seulement à ses craintes, à ses chagrins, qu'il faut tenir tête, c'est à ceux des autres.

LOUIS HERBETTE.

Samedi, 3 septembre 1870.

La vie est ici bien pénible ! tu sais, mon cher père, quelles souffrances on éprouve à voir tant de malheurs, tant de fautes, tant de faiblesses, quelles angoisses, quels retours d'espoir et de découragement subissent tous ceux qui n'ont pas le cœur sec, et l'indifférence de l'égoïsme. Je ne me repends pas de ma manie de philosopher ; elle m'aide à supporter bien des secousses.

Hélas, vous ne savez guère tout ce qui se passe. Les journaux ne vivent qu'à condition d'être à moitié muets.

J'ai toujours foi dans la nation ; mais je n'ai foi qu'en elle, et ce n'est pas elle qui mène ses affaires. Le danger est terrible, et nos sauveurs songent à se sauver d'abord. La province et les campagnes ont l'aveuglement de l'ignorance. Je ne les accuse pas ; elles sont victimes et non coupables. Mais nous paierons cher l'honneur d'avoir mis nos destinées en certaines mains.

Les Prussiens peuvent marcher sur Paris, et camper sous nos forts dans quelques jours. Viendront-ils, ou se réuniront-ils pour écraser nos deux pauvres armées ? On ne sait. La population est calme. Le canon ennemi la réveillera-t-il ? Il semble que tout ceci soit un mauvais rêve.

Reste à Pornic, mon cher père, il faut un homme pour soutenir le courage de toute la famille. Tu te dois à nous tous, et tu as ici des enfants qui paient ta dette propre, et la paieront avec usure, s'il le faut.

Souffle le courage à ceux qui t'entourent, et montre leur la vérité.

Qu'on juge sainement les choses et les gens, et nous serons sauvés, pour l'avenir du moins.

Lundi, 5 septembre.

Sedan ! Le dernier coup. Tout s'est effondré. Napoléon III disparu, comme le reste. Nous voici en République. Gouvernement de Défense Nationale. Le sol envahi. La France en armes. Paris faisant face à l'ennemi. Il faut parer à l'extrême danger. Quoi d'autre ? Les Prussiens marchent. On ne sait comme on vit. Détails impossibles à donner. J'ai vu tout. Vive la France.

7 septembre

Il est arrivé tant d'événements depuis 4 jours, et j'ai passé par tant de péripéties et d'émotions, que je ne sais quoi vous dire et par où commencer. Quelques heures en apprennent long sur les révolutions, sur les hommes, sur les destinées des peuples. Il est difficile, je crois, d'assister de plus près à la veille, au jour et au lendemain d'une Révolution que je n'ai fait.

Les Prussiens approchent. C'est terrible ! Mais la question n'est pas une question de succès, c'est une question d'honneur. Il faut nous défendre ; Paris ne doit pas se rendre, se donner comme une fille perdue.

Du courage !

10 septembre

Quelle anxiété ! quelle fièvre ! On ne vit pas ici ; — depuis le 4 Septembre, tout me semble un rêve.

Paris est un camp. Les Tuileries sont encombrées de chevaux, de caissons, de munitions. Les places sont couvertes de mobiles qui font l'exercice et la manœuvre.

Pauvres gens que nous sommes, réveillés brusquement de 18 ans d'Empire, nous nous débattons, nous cherchons à nous remettre sur pied. — Qu'importe le succès ? C'est de notre honneur qu'il s'agit. Il faut nous défendre, sauf à succomber ou à céder ensuite, — quand nous aurons montré que nous ne sommes ni des lâches ni des corrompus.

Ne croyez pas que les gens soient tristes, les rues sont pleines de curieux. Ces français ont une confiance qui semble toucher

souvent à la légèreté, une insouciance en face du danger, dont il est impossible de s'irriter.

On travaille à la paix, dans le monde diplomatique ; mais je doute que les Prussiens s'arrêtent en si beau chemin. Paris les attire.

Que va-t-il arriver ? Nul n'en a idée. Mais il est une consolation qui n'échappe à aucun de nous, celle d'avoir fait son devoir. Au diable le reste ! La guerre a ce bon côté qu'elle rend dédaigneux de tout ce qui n'est pas nécessaire à l'honneur et à la vie. Nous nous aimerons toujours, nous nous soutiendrons toujours tous, nous serons toujours d'honnêtes gens. C'est assez ; c'est plus que n'en ont tant de personnages d'hier, d'aujourd'hui ou de demain ; c'est ce que ne nous ôteront ni les Prussiens, ni les désastres, ni les gouvernements.

15 septembre.

Les Prussiens approchent ; on les attend sans peur. La revue de la garde nationale mobile et de la sédentaire a remué la population. On s'anime ; bientôt peut-être on ragera, et les Français ne sont pas à dédaigner quand ils ragent.

J'ai causé beaucoup avec des gens du gouvernement et avec des officiers. L'espoir est relevé. MM. les Prussiens, s'ils ne nous surprennent pas, trouveront à qui parler. Les femmes mêmes commencent à s'indigner. Ah ! si elles s'étaient intéressées plus tôt aux affaires publiques ! Leurs maris, leurs fils n'auraient pas été si longtemps indifférents et inertes.

Paris est debout. Mais il faut que la province se remue !...

Souffle le feu, mon cher père. Que chacun s'emploie à réveiller les endormis. Il faut nous tirer de cette crise, ou le tâcher du moins. Quoiqu'il arrive, si Paris se défend vaillamment la France est sauvée. Un peuple peut mourir ; — mais on ne tue pas un peuple, s'il mérite de vivre.

Pardonnez-moi cette lettre guerrière. Je suis à l'unisson de ce qui m'entoure.

17 septembre 70.

Paris est en bon état, et en bon esprit. La garde nationale a

grossi d'une façon surprenante. Souhaitons qu'elle ne fonde pas au feu de l'ennemi, ou avant le feu, en route pour y aller.

Les citoyens sont déterminés à se défendre. C'est le réveil, qui sera salutaire, soit que nous ayons la victoire ou la défaite. L'attitude de quelques bourgeois m'indigne, et celle de quelques femmes est agaçante. Elles flânent et babillent comme devant.

Qu'elles fassent donc de la charpie ; qu'elles préparent les bandes de toile, les médicaments, les lits pour les blessés qu'elles organisent des ambulances ; qu'elles disposent les provisions pour la durée du siège ; qu'elles confectionnent des objets, des vêtements pour les soldats et les gardes-nationaux ; qu'elles aident à toute besogne utile. Qu'elles agissent enfin, au lieu de subir perpétuellement, comme elles font.

J'ai hâte d'ajouter que la plupart des femmes sont déjà *en train*. J'en ai entendues dire : " Que mon homme tombe, j'en prendrai son fusil. "

Paris se prépare et tiendra bon. Ah ! Si nous avions l'organisation.

On ne voit que soldats, mobiles et gardes à l'exercice, à la manœuvre. Les bourgeois les plus inoffensifs portent fièrement le képi pour aller à leurs affaires.

Beaucoup des mobiles bretons ne savent pas un mot de français ; ils sont ici comme des auxiliaires étrangers, mais ce sont des gars solides, et têtus, têtus comme le veut la race.

Croiriez-vous que j'ai vu essayer des pompes à vapeur lançant à une grande hauteur des torrents d'eau ? Simple précaution contre les incendies, par prévision d'un bombardement. Eh bien, soit !

Pardonnez-moi de vous écrire toujours au galop de la plume.

18 septembre.

Aujourd'hui dimanche, les bonnes gens se promènent comme d'habitude. On ne se croirait guère en état de siège à 3 heures des Prussiens ! On n'est pas gai, ni abattu ; on est grave et silencieux. Que sera-t-il arrivé dimanche prochain ? Ne vous inquiétez pas trop. Il nous faut à tous de l'énergie ; et nous n'avons pas le temps de nous affliger.

On dit que Paris est investi en ce moment par l'ennemi. C'est donc le siège qui commence. Le siège de Paris !...

Paris, le 23 septembre. (1)

Cette lettre vous parviendra-t-elle, et quand vous parviendra-t-elle ? Je tâcherai du moins qu'elle parte. Vous aurez peine à lire peut-être, et ce papier n'est pas épais.

Il faut maintenant mille précautions, même pour écrire, et je ne puis vous écrire tout ce que je voudrais ; car il faut que MM. les Prussiens, s'ils ouvrent ceci, n'y trouvent aucun profit pour leurs opérations militaires et autres. Ils devraient avoir la politesse de laisser passer les lettres de famille.

Nous avons un temps admirable et désolant. Que ne pleut-il à torrents ?

Paris n'est nullement troublé. On s'habitue peu-à-peu à l'idée du siège, des dégâts et des souffrances qu'il faudra subir. La garde mobile a déjà l'air et la tenue des vieilles troupes ; la garde nationale manœuvre très bien, et est résolue à marcher, à se battre avec acharnement.

Que la province se lève ; qu'elle forme des armées solides, et MM. les Prussiens pourront se relâcher de leurs prétentions, ou s'en repentir.

Les négociations tentées par Mr. Favre montrent au monde entier que la République et la nation française voulaient la paix ; qu'elles sont poussées à la guerre par le désespoir et l'implacable nécessité. Puisque l'on veut nous tuer, autant vaut nous faire tuer en combattant ; nous ne perdrons rien à résister, — et nous pourrions tout y gagner. Tel est le sentiment général.

MM. les Prussiens n'ont pas prévu ce qui les attend, si la nation entière se lève. Elle n'a fait encore qu'y commencer. Hardi la Province ! Guerre sainte pour la liberté, l'indépendance et la vie ! Que tous les départements se secouent.

On ne voit ici que gardes-nationaux et mobiles. Les troupes

(1) D'après les timbres de la poste, les lettres qui précèdent, écrites dans les conditions ordinaires, sont parvenues à destination sans trop de retard. Celle du 23 septembre était écrite sur papier pelure, afin de réduire le poids au strict minimum et pour faire l'envoi par *ballon monté*.

Malgré les hasards et les dangers auxquels étaient exposés les aéroneutes, leurs missions et leurs chargements, c'est ainsi qu'allait être assuré désormais le service de correspondance entre Paris et la province, — sans retour, hélas ! Les dépêches de la province n'allaient pouvoir être transmises normalement à Paris que par un procédé bien chanceux encore : le retour des pigeons que les ballons avaient emportés et qu'on renvoyait avec les dépêches écrites sur minces pellicules, roulées et fixées sous l'aile de l'oiseau voyageur.

La lettre du 23 septembre porte la marque d'un timbre de la poste à Tours 27 septembre, et le timbre d'arrivée et de distribution à Pornic 28 sept. 70.

sont au feu. Les rues, les places, les boulevards sont couverts d'hommes qui s'exercent.

Lorsque le bruit des voitures n'est pas trop proche, on entend le canon dans les quartiers voisins des fortifications. Les premiers coups ont provoqué certaine émotion anxieuse, mais de terreur, point. Aujourd'hui, les femmes écoutent impassiblement les détonations, et les enfants les guettent.

Nul trouble. Les voitures et les omnibus circulent comme d'ordinaire. Toutes les boutiques sont ouvertes. Sans le défilé incessant des troupes, le bruit du tambour et du clairon, on se croirait en pleine ville libre et sûre.

Si tous les éléments sont mis en œuvre, gare au vainqueur ! Il n'a pas encore vu en face de lui un peuple libre et désespéré.

C'est l'organisation qui a manqué. Les Français ne se regardent pas comme battus. Ils n'avaient pas de chefs, pas d'armes, pas de places munies, pas d'artillerie à longue portée. Ils n'avaient pas d'ardeur à cette guerre, pas de confiance. Tout a changé, ou peut changer. Les citoyens peuvent devenir des soldats incomparables.

Le bruit court encore en ce moment d'avantages sur les Prussiens autour de Paris. Il est affreux d'être réduit à la rage, à la joie de faire des cadavres. Mais nul n'a plus, et ne doit plus avoir que cette pensée : frapper pour se défendre. L'Empire n'existe plus. C'est donc notre patrie que le vainqueur veut nous voler maintenant ?

Ah ! la guerre ! On aurait pitié du dernier des individus ; mais en masse, on les écraserait tous, si l'on pouvait.

Courage ! Envoyez-nous une bonne armée. Faisons-nous vaincus, la France se relèvera ; on ne tue pas une nation, quand elle ne se laisse pas mourir.

L'Exposé ou rapport de M. Jules Favre, sur les négociations qu'il a tentées en son propre nom, produit un immense effet. Il va être distribué gratuitement et lancé par ballons en province. Il faut que tout le monde sache, chez nous et en Europe, que la France, oubliée de toute rancune, de tout orgueil de toute haine, offrait à MM. l'Empereur Guillaume et Bismarck une indemnité et la paix : que les conquérants germains n'ont répondu que par d'impitoyables et méprisantes conditions ; qu'ils veulent donc nous anéantir, rayer notre pays du rang des grandes nations.

Le succès de la politique de fer et de sang enlève-t-il donc toute prévoyance ? Supprimer un peuple ! Napoléon, qui était un conquérant d'autre envergure, n'a pu en dernier terme supprimer

un seul Etat, même despotique et indifférent aux peuples. Effacer et tronquer la France ? L'Europe entière n'y a pas réussi.

Enfin, le droit est net et la question claire. Les Français savent ce que leur veulent leurs glorieux envahisseurs, et les Allemands voient pour quelle politique ils versent leur sang. S'ils réussissent, ce sera pour leur malheur autant que pour le nôtre. Celui qui fait le mal en souffre fatalement.

Et qui souffrira d'abord ? Les pauvres soldats qu'on pousse au feu, ces pauvres gens qui marchent sans savoir où ni pourquoi, qui marchent parce qu'ils ne peuvent reculer. Ce sont les instruments qui se briseront dans la lutte. Et les personnages qui mènent tout ?..... Cette guerre est horrible.

Pardonnez moi cette exaltation.

La province, la province ! Si elle a du sang, qu'elle se remue ! Les Parisiens ne pourront guère sortir d'ici que vainqueurs, pour retrouver au dehors quelque armée française qui ne soit pas vaincue.

Mardi, 27 septembre. (1)

Vous comprendrez sans peine que je sois discret, muet même, sur nombre de questions. Sais-je qui lira cette lettre ? Je prie donc MM. les Prussiens, s'ils l'ouvrent, de la rendre à la poste. Elle n'intéresse qu'une famille d'honnêtes gens.

Les Parisiens ne sont ni malheureux, ni effrayés, ni troublés. Leur vie est très régulière, quoique fort active. Les rues n'ont pas changé d'aspect, sauf le nombre toujours croissant de défenseurs qu'on y voit passer. Paris est calme, résolu, brave ; il ne faiblira pas. Peut-être les héros ne manqueront-ils pas, s'il en faut.

Quoiqu'il arrive, maintenant la France est sauvée. Elle a passé la crise ; elle ne s'est pas laissée défaillir ; elle ne périra pas. Que la province agisse et

Assez ! vous m'entendez, et je ne fais pas ici de politique.

Bien que français et croyant connaître un peu le caractère français, j'ai été surpris, je l'avoue, de l'aisance avec laquelle cette population s'habitue au danger, — frivole et légère comme on la

(1) Cette lettre, écrite sur papier pelure, porte le timbre d'arrivée et de distribution à Pornic (Loire-Inférieure) en date du 3 octobre.

disait ;— de l'énergie indomptable qui s'est révélée, et qui grandit. Peuple singulier, qui se relève plus vite qu'on ne l'abat.

Le temps doit vous sembler long. Du moins, que la distance ne grossisse pas les événements et les craintes. N'ajoutez pas foi aux nouvelles et aux récits qui courent ; ils iront sans doute souvent jusqu'à l'absurde. Les choses ne sont pas si effrayantes de près, je vous assure.

Ayez confiance, ayez patience. Que la province agisse, et qu'elle compte sur Paris. Nous sommes innombrables ; c'est une ruche armée ; gare à qui y mettra la main ou le pied.

Soigne-toi bien, mon cher père, et vous toutes, Mesdames et Mesdemoiselles, songez que vous êtes citoyennes.

30 septembre. (1)

Il fait un temps admirab'le, trop admirable. Nous en profitons un peu ; mais les Prussiens, beaucoup. Ils doivent goûter fort les agréments des environs de Paris. J'ai peine à m'imaginer ce joli paysage peuplé de casques et garni de paratonnerres.

On a travaillé aux fortifications avec une activité extrême. Les bataillons de garde-nationale sortent de dessous terre, les mobiles manœuvrent et marchent comme des troupiers.

Il n'est pas jusqu'aux enfants qui ne s'y mettent. Je viens de voir passer un bataillon de garçons de 13 à 17 ans, gaillards et délurés pantalon bleu, blouse grise, ceinture rouge ; sans armes.— On verra comment les utiliser. Ce sont les " gamins de Paris ", qui n'ont ni peur ni gaucherie, et pourront rendre de réels services. Tout dépend de la besogne à leur confier. Il y a de ces enfants plus adroits que des chats, plus malins que des singes et plus braves que des hommes.

Enfin, tout le monde *s'y met* et *s'y met* bien. Que la Province en fasse autant !

(1) Cette lettre porte au timbre d'arrivée et de distribution à destination la date du 10 octobre.

OCTOBRE 1870

L'union de tous. Bon sens, calme et résolution — Nécessité du ralliement et de l'élan unanimes des Départements. — La République et les craintes des Parisiens. — Le gouvernement. La situation à Paris. — La disette de nouvelles. Gare aux faux bruits! Paris séparé du monde. Une foule dans la solitude. — Zèle et patience. Les pauvres gens. Familles bourgeoises. Les subsistances et les superfluités de la vie. — Les provisions de Paris. Question unique : Secours et ravitaillement du dehors — Premiers combats. L'attitude de la foule. Les récits fantaisistes. — Concerts, séances et œuvres patriotiques. — Visite à Rueil. Entre France et Prusse. — L'éternelle gaieté française.

Paris, 15 octobre 1870. (1)

MES CHERS PARENTS,

Je n'ose trop vous donner de détails, ne sachant où tomberont les ballons et ce qu'ils portent.

Les derniers bataillons de garde nationale seront utilisés aux travaux du génie, en attendant qu'ils soient armés, ce qui ne tardera guère, sans doute. On travaille avec acharnement aux préparatifs militaires. L'esprit public est excellent.

Ne croyez rien des faux bruits que l'on ne manquera pas sans doute de faire courir, par sottise, ignorance, crédulité ou duplicité. Tous les citoyens sont unis et n'ont qu'une idée : le salut commun. Quelques meneurs ont à peine réussi à provoquer des manifestations inoffensives ; encore ont-elles tourné contre eux. L'ordre le plus parfait règne partout ; et les ouvriers sont admirables de dévouement, de discipline, de zèle sous les armes.

(1) Cette lettre a été distribuée à Pornic le 23 octobre.

Je n'aurais jamais cru à tant de bon sens, à tant de calme sous le canon ennemi et dans l'incertitude du lendemain.

Paris est résolu et les Prussiens le sentent bien ; ils l'ont appris à leurs dépens déjà. Une série de combats, assez heureux, forme nos troupes. Les mobiles ont la tenue de vieux soldats et ne boudu nt pas au feu. Que nous ayons de l'artillerie de campagne et l'on verra.

Ce qui nous préoccupe, c'est la province, et l'armée de secours. Il faut une armée robuste et un soulèvement universel ; il faut que la République rallie toutes les forces ; c'est la condition du salut. Ce que craignent les patriotes, c'est que la Province soit plus portée à la réaction qu'à l'action, ou qu'elle se jette à l'action par certains sentiments, avec certaines opinions peu favorables à la République.

On se dit que tout ce qu'il y a de plus énergique, de plus dévoué dans le parti démocratique est à Paris, où le danger semblait plus pressant. En province, se sont sauvés ceux que la République et les Prussiens effraient, ceux qui espèrent *travailler* les bonnes gens des petites villes et des campagnes, rallier *le parti de l'ordre* et grouper les forces conservatrices. Ceux-là ne sont assurément guère bien disposés, et l'on craint leur influence, leurs manœuvres, leur façon d'éclairer et de guider les populations.

Défiez-vous donc de tous les fuyards, de leurs récits, de leurs projets. Sans doute, il faut accepter l'appui de tous ; mais il est nombre de gens qui pensent à tout autre chose qu'à sauver la République.

Sur les événements de Paris, défiez-vous invinciblement des nouvelles, des critiques, des terreurs qui ont couru peut-être et qui courront certainement. Paris est admirable ; je ne vois rien à souhaiter et, j'ose ajouter, rien à regretter. La population vaut au moins son gouvernement, qui est pourtant d'une honnêteté, d'un zèle, d'une fermeté dont je suis témoin chaque jour.

Le siège même ne jette jusqu'ici que peu de trouble dans la vie d'une si grande foule. Certes les subsistances, certaines denrées surtout, ne sont pas trop abondantes ; on n'a plus de la viande comme on veut, et tout est cher. Mais de bonnes mesures sont ou seront prises. La gêne est réelle ; mais en se gênant, en limitant ses besoins, on a de quoi vivre assez longtemps pour que la Province puisse aider, si elle veut, à nous débarrasser du blocus.

Ce qui nous ennuie le plus, c'est le manque de nouvelles.

Nous recevons quelques journaux de temps à autre ; mais les communications sont trop intermittentes, et trop incomplètes. Nous voudrions savoir ce que fait la France, et aussi l'Europe. Et quoi de plus pénible que de ne rien savoir des familles émigrées ?

N'importe, on tiendra bon, et l'on donnera fort à faire à MM. les Prussiens, en attendant que l'on aille, artillerie en tête, les secourir dans leur nid.

Que la France soit hardiment républicaine, car la République n'a fait que de grandes choses à Paris, qui en est la tête. Pas de rancunes, pas d'alarmes ! Le parti de la raison est fort ici, croyez-le bien ; et je compte, s'il n'y a pas trop de fautes commises, qu'il n'aura pas besoin de sa force.

Je vous donne des nouvelles générales, pensant que c'est là le plus utile. J'aurais foule d'histoires, d'incidents, de détails à vous conter, si je le pouvais ; car je vais partout, à l'hôtel de Ville et aux remparts, dans les ministères et sur les champs de bataille. J'y vais en simple bourgeois sans grand péril, mais non sans intérêt, je vous jure. J'ai visité les environs de Paris — dans les parties libres, bien entendu. On me laisse la faculté d'entrer et de passer partout.

Défiiez-vous des récits de guerre comme du reste. Jusqu'ici, rien de terrible ; et d'ailleurs on se fait très vite à l'idée du danger.

LOUIS HERBETTE.

21 octobre. (1)

Vous avez reçu, je suppose, bon nombre de lettres ; car les ballons, quand le ciel est favorable et le vent dans le bon sens, partent maintenant avec régularité. Les liasses restées en retard sont expédiées.

C'est nous qui sommes condamnés à ne rien avoir de vous. Vous n'imaginez pas combien il est pénible de rester ainsi sans recevoir des nouvelles de gens à qui l'on en donne et de parler à ceux qu'on aime sans qu'ils puissent répondre. Nous pensons que vous êtes en bonne santé, et nous comptons que vous êtes en

(1) Cette lettre porte un timbre de Bar-le-duc, 28 octobre, et le timbre d'arrivée et de distribution à Pornic en date du 6 novembre.

sûreté ; mais nous voudrions tant tenir quelques lignes de votre écriture ! Il nous semblerait que c'est votre voix qui vient jusqu'à nous, et nous serions consolés.

Ne croyez pas que nous soyons — abattus ; nous sommes impatients, au contraire, de cet isolement singulier ; car nous sommes isolés de vous, et pas vous de nous. C'est injuste, mais cela vaut mieux que l'inverse, puisque c'est d'ici que tout dépend, jusqu'au jour d'une bataille.

Ne vous apitoyez pas sur notre sort. Nous ne songeons nullement à nous plaindre, et l'héroïsme de Paris ne lui coûte encore que de la patience et du zèle. Le zèle manque moins encore que la patience ; mais je ne peux m'empêcher d'admirer les ouvriers, les familles pauvres, sans ouvrage pour la plupart, et vivant quelquefois de la paie du père et des fils comme garde nationaux.

Certains bourgeois sont agacés, certaines bourgeoises surtout, de la difficulté qu'on éprouve à se procurer de la viande, de la cherté incroyable du beurre, de la rareté du charbon, de la perspective de manger du cheval. Du cheval ! Fi, l'horreur !

J'avoue que ces doléances, d'ailleurs rares et vite réprimées quand elles s'expriment un peu haut, nous laissent parfaitement calmes et indifférents. On ne manque pas une occasion de s'en moquer. On fait la cuisine à la graisse ; le grand malheur ! On ne mange pas plus de viande que la santé n'exige, c'est certainement déplorable ; les superfluités coûtent cher, c'est intolérable !

En somme on a de la viande fraîche encore pour longtemps ; de la viande salée, pour plus longtemps ; du pain et du vin, pour plus tard que janvier. Je dors fort tranquille sur cette assurance, et vous engage à en faire autant. Je considère qu'il pourra se produire cette année quelque événement propre à simplifier la situation, et la province y peut beaucoup. C'est affaire à elle d'aviser à ne pas nous laisser à perpétuité sans secours ou sans ravitaillement. Nous ravitailler, c'est pour moi ce qui importe. Si nous avons de quoi manger et de quoi nous battre, MM. les Prussiens auront quelques ennuis.

Ils en ont eu aujourd'hui. Une grande reconnaissance a été faite aux environs du Mont-Valérien, pour surveiller, inquiéter, déloger l'ennemi. Il a perdu beaucoup de monde, affirme-t-on, et nos troupes sont rentrées tranquillement après avoir suivi le programme de la journée, dressé par le général Ducrot.

Naturellement, grand émoi dans certaines parties de Paris. Nombre de canons des remparts ont tiré. Une foule immense at-

tendait la rentrée des blessés à la porte-Maillot. On s'est battu tout près de Rueil.

Tenez-vous en garde contre les récits donnés par les journaux, ou transmis de bouche en bouche. Dans Paris même, sur les combats livrés aux portes de Paris, vous n'imaginez pas tous les bruits, toutes les sottises qui courent le soir, dans les groupes des boulevards. Les nouvellistes sont même de bonne foi ; les passants sont si avides de détails ! On leur en donne.

24 octobre

Hier, temps assez maussade.

J'ai assisté au premier concert populaire, qui m'a beaucoup ému. L'orchestre, aux cris du public, a joué la *Marseillaise* ; et le public a repris le refrain. C'était empougnant.

Allo ! ution fort convenable d'un prêtre ; la séance était au profit de l'œuvre des fourneaux.

25 octobre.

Nous sommes allés rendre visite à notre frère Emile, hier, à Rueil, — Jules et moi. C'était tout une expédition.

Les dernières sentinelles françaises sont entre Nanterre et le Mont-Valérien. Rueil est ainsi entre Prusse et France, mais relativement tranquille. Nous avons visité l'ambulance.

Il a plu ce matin ; mais le soleil brille en ce moment. Beau temps d'automne.

Quelle vie singulière ! J'ai vécu deux ans, dix ans, depuis deux mois, et j'aurais des volumes à vous écrire.

Pardonnez-moi ce désordre ; j'écris au milieu du bruit, des conversations et même des rires. Des rires ! On rit encore, à Paris ? Oui, sans doute. MM. les Prussiens peuvent nous vaincre. Nous abattre ? — Allons donc !

Bon courage la Province !

La place est à Emile.

LOUIS.

Mes chers parents, je profite du blanc qui me reste pour vous

dire que je vais bien. Après avoir assisté au combat de vendredi, au pansement des blessés, à l'enterrement des morts, je puis venir passer un jour à Paris avec Jules et Louis. Je les ai trouvés en aussi bon état qu'ils m'ont trouvé moi-même.

(Signé) EMILE.

NOVEMBRE 1870.

Les nouvelles du dehors. La capitulation de Metz. Bazaine! -- L'essai de mouvement à Paris pour établir un gouvernement de la Commune. Le plébiscite gouvernemental. Bataille à l'ennemi, pas dans les rues! — Le rôle des gouvernants. Le poids du passé. Le génie ne se commande pas. Nécessité de l'action. Que la province marche! — Les lettres-journaux et les dépêches ballons. Publicité aérienne. Un spécimen. — Faits du siège. Quelques prix de vivres. Comment on mange. Les loyers. Les malheurs des propriétaires. — Les bruits d'armistice et de négociations. Le devoir — Les combattants organisés et prêts. Et la province? — Enfin! Nouvelle des combats d'Orléans. Courage! — Les correspondances par oui et non. Pigeons facteurs. — Subsistances. Menus étranges. Bêtes nouvelles de boucherie. — Paris veut faire campagne. En train et gais malgré tout.

Paris, 2 novembre 1870.

(Lettre arrivée le 9 novembre à destination.)

MES CHERS PARENTS.

Ne vous inquiétez pas des événements d'avant-hier. Tout est terminé. Ce n'a été qu'une alerte vive. J'ai été témoin, et même agissant. Il a fallu courir partout. Quatorze heures de suite. Quelles journées!

C'était, à l'occasion des tristes nouvelles du dehors et des inquiétudes du public, un mouvement pour substituer un gouvernement de la Commune de Paris au gouvernement de la Défense Nationale. Ah! ces nouvelles! L'armée de Metz, son chef! Paris encore plus sous la main de l'ennemi! Tu devines, mon cher père.

Devant ou derrière les gens qui auraient voulu recourir à je ne sais quelle dictature avancée, dans Paris et par Paris, sur la

France dont il est isolé, — les meneurs et menées inévitables. Et quoi d'autre en-dessous peut se cacher, quand l'ennemi guette Paris et que les partis guettent la République ?

Aujourd'hui, le plébiscite. Majorité immense de oui pour le gouvernement. Samedi, élections municipales. Mais ce n'est pas la commune.

275,000 *Oui* contre 18,000 *Non*, jusqu'à cette heure. Nous saurons dans la nuit le dernier résultat.

Nous n'aurons donc pas la guerre dans les rues avec la guerre aux remparts !

LOUIS HERBETTE,

Paris, novembre 1870.

(Lettre arrivée le 10 nov. à Pornic.)

Je suis toujours pour mes fonctions même, en route, à l'Hôtel-de-Ville, chez les ministres, dans les administrations, aux États-majors. Ce qu'on peut voir ainsi de gens, de faits et de détails, en passant, est extraordinaire. Il ne s'est pas produit une journée à laquelle je n'aie pris un peu de part, ou dont je n'aie été témoin d'assez près.

Qu'il n'y ait eu aucune faute commise, aucun *desideratum*, au pouvoir, — c'est ce qu'on ne peut assurer. Mais du moins les hommes qui sont là ont une honnêteté et des intentions qui méritent confiance. Le génie ne se recommande pas ; et le génie même réparerait-il en quelques semaines les effets d'une organisation ou d'une désorganisation qui date de si loin ?

Il est fâcheux qu'on n'ait pu tirer des ressources immenses qu'offre Paris, tout le parti qu'on avait droit d'espérer. La capitulation de Metz, un échec fâcheux au Bourget, les bruits d'armistice, ont jeté dans le public une sorte de surprise, d'émotion, d'inquiétude dont les meneurs de la *commune* ont tiré profit. Pour éviter toute effusion de sang, on les a laissés sortir de l'Hôtel-de-Ville où ils s'étaient établis et où ils prétendaient gouverner, sans pouvoir seulement se mettre d'accord entre eux.

Quel effet eut produit la Commune de Paris sur la Province ? Et de quel droit aurait-elle gouverné la France, n'étant pas même comme les députés de Paris, la représentation partielle de la Nation entière ?

Le plébiscite a confirmé, par une immense majorité, les pou-

voirs du gouvernement ; mais on veut qu'il agisse. Les élections municipales ont favorisé quelques hommes du parti avancé ; et si le gouvernement n'agit pas, là peut être le germe d'interventions, de mouvements nouveaux. Toute la question revient donc aux opérations militaires, et il y faut l'appui de la Province.

Paris est assez méritant. Que les départements se lèvent et s'unissent pour une action énergique. Nous aurons tout le courage qu'il faudra. Mais nos moyens de subsistance ne sont pas éternels..... Qu'on agisse ! Allons la Province !

NOTE

La lettre ci après comporte quelque explication.

La difficulté de donner en province des nouvelles de Paris avait engagé des publicistes et des éditeurs à livrer au public des imprimés donnant le compte-rendu des principaux événements et préparés pour servir de lettres. Sur les deux premières pages, une sorte de journal en petits caractères typographiques ou autographiques ; 1 s deux autres pages en blanc pour écrire, faire l'enveloppe et mettre l'adresse. Le tout très léger, comme on pense, puisqu'il s'agissait toujours d'expédition par ballon monté.

C'est sur un de ces journaux qu'était écrite la lettre du 14 novembre.

En haut de la première page, on lit en titre : " DEPÊCHE-BALLON, journal des événements du siège. " - No. 9. Paris. — Vendredi, 11 novembre 1870. — Prix : 10 centimes le numéro. — Paraît, mardi et vendredi, 8 h. du matin. — " Et au-dessous : — " En vente à l'imprimerie, 10, 12 Cour du Commerce, St-André-des-Arts, et à la librairie du Gd Opéra, rue Halévy 8 " "

Le numéro contient, sur deux colonnes : 1° *Rapports militaires* (8 nov.) — 2° *Décrets* (sur la garde-nationale, 8 nov.) — 3° *Arrêtés* (ministériels et autres intéressant la population et la défense) — 4° *Analyse d'une circulaire de M. Jules Favre aux agents diplomatiques.* — 5° *Le chiffre des voix du plébiscite fait à Paris et confirmant les pouvoirs du gouvernement.* (557 996 oui et 62 638 non). — 6° *Rapport militaire* (9 nov.) — 7° *Une note* sur la mission de M. Thiers et les projets d'armistice qui ont été écartés. (Les Allemands ne voulaient pas accorder le ravitaillement). — 8° Une note signalant le bruit de la prise d'Orléans par les Français. — 9° *Faits divers* (intéressant la situation de Paris et de la France,) et notamment le tableau ci-après des prix de certaines denrées alimentaires à Paris. — 10° Extrait de la cote de la Bourse du 10 novembre, donnant pour le 3^o 7. 53 f, 55, et pour l'Italien, 54 f, 75.

" Voici quelques chiffres qui ne manquent pas d'intérêt en ce moment, et qu'il sera intéressant de relever quand la guerre sera terminée :

" Jambon fumé	(le kilo.)	16 f
" Saucisson de Lyon	do	32
" Viande de cheval	do	2.50
" Viande d'âne ou de mulet	do	6
" Une oie		25
" Un poulet		15
" Une paire de pigeon		12
" Une dinde		55
" Un lapin		18
" Une carpe		20
" Une friture de goujons (?)		6
" Une douz. d'œufs		4 60
" Un chou		1.50
" Un chou-fleur		2
" Une botte de carottes		2.25
" Une livre de haricots		5
" Une livre de beurre frais		45
" Une do do do salé "		14

14 novembre 70.

(Lettre arrivée à Pornic le 26.)

MES CHERS PARENTS,

Je vous écris sur ce bout de papier, qui donnera quelques faits. Je vous préviens seulement que ces faits ne sont pas présentés tous d'une façon impartiale et exacte.

Pour vous rassurer d'abord sur notre sort, je vous engage à ne pas trop vous inquiéter de certains chiffres exagérés donnés ci-contre. Sans doute, les vivres sont chers, mais on trouve encore à vivre. La viande fraîche n'est pas épuisée, et l'on tient en réserve de la viande salée. D'ailleurs, il n'est pas nécessaire de manger tous les jours de la viande. Le pain, le riz, le café, le sucre, les conserves ne manquent pas et ne manqueront pas de sitôt.

Les gens qui veulent des plats d'extra les paient à des prix de fantaisie. Je ne vois pas qui peut empêcher un marchand de vendre et un amateur d'acheter une livre de beurre 45 francs ou 200 fr., ou 10,000 frs. Pour le commun des mortels il suffit qu'il y ait de la graisse bonne ou même mauvaise. Ce n'est pas le moment de faire les dégoûtés, et je vous jure que les belles dames qui faisaient si piteuse mine lorsqu'elles mettaient le bec dans la sauce à la graisse, sont fort heureuses aujourd'hui d'en trouver.

La leçon est dure pour ceux qui, à Paris, étaient affamés de bien-être et si bien habitués à leurs aises. Mais je dois dire qu'on peut encore dîner, et se remplir, sinon se nourrir, l'estomac, dans

certains restaurants, sans être millionnaire : j'ai mangé hier soir une friture très suffisante, et je n'ai dépensé que 3 fr 50 pour mon dîner, en tout. Ce qui coûte, c'est la vie de famille, où les plats sont copieux.

Bien entendu, on ne touche pas un sou des loyers, ce qui ne laisse pas que d'être gênant puisque les charges de la propriété subsistent. Peut-être a-t-on été trop radical pour le délai de paiement, et l'on en a pris à l'aise avec les propriétaires, qui méritent bien, après tout, quelques ménagements.

Des bruits d'armistice n'ont cessé de courir, et ont un peu énervé la population, toujours en attente. En ce moment, le gouvernement déclare qu'il ne s'occupe d'aucune négociation, (qu'il y en ait ou non entre les puissances neutres et la Prusse). Le général Trochu a fait ce matin une déclaration un peu attristée, c'est une variation sur le thème : " Fières, il faut mourir. " A défaut de succès, il faut se ménager quelque honneur dans la résistance.

Nous n'avons pas de nouvelles de la province, et franchement, nous trouvons qu'elle ne fait pas assez parler d'elle. Comment ne trouve-t-elle pas moyen de communiquer quelquefois avec nous ? Nous communiquons bien, avec vous. Vous ne nous aidez donc pas ? Vous nous laisserez donc tenir par ces Prussiens sans leur tomber sur le dos, et sans nous avertir à temps pour que nous leur tombions sur le ventre ?

On est prêt maintenant ou à peu près. La classe de 25 à 35 ans vient d'être adjointe officiellement aux compagnies de guerre de la garde Nationale. On ne demande qu'à se battre, à se faire tuer, s'il le faut. Mais encore faut-il que cela ait quelque utilité, et que la province s'organise et nous aide. Avez-vous des gouvernants, des généraux, des citoyens ? Vivez vous encore, êtes-vous morts ou endormis ? Paris commence à se le demander sérieusement.

Pardonnez-moi ce langage. Attendre, attendre toujours, le nez en l'air, l'oreille au vent, et ne rien voir venir du ciel ni par terre !.....

DERNIÈRES NOUVELLES

Nous recevons à l'instant au journal officiel, (à 5 h $\frac{1}{2}$), la dépêche de Gambetta, expédiée le 11 de Tours et annonçant la prise d'Orléans par nos troupes, outre celle de 2 canons, de plus de 1000 prisonniers, de fourgons, de munitions etc.....

Enfin !

Aidez-nous ! aidez-nous et l'on verra !—

On prépare un moyen de correspondance avec vous. Je vous adresserai par exemple quatre questions, avec une carte sur laquelle vous inscrirez les réponses numérotées, et consistant simplement en *oui* ou *non*. Vous jetterez la carte à la poste de Pornic. Nos initiales et les vôtres et les quatre oui ou non seront imprimés avec des milliers d'autres, sur une grande feuille, que l'on réduira et reproduira par la photographie. Un pigeon nous apportera la réduction.—

18 novembre 70.

(Lettre arrivée le 25 à Pornic.)

Rien qu'un mot, pour vous donner de nos nouvelles. J'ai grand'peur que les ballons, qui nous servent de facteurs et de boîtes aux lettres, ne soient tombés en des mains prussiennes.

Quoi que vous entendiez dire, sachez qu'on mange encore à Paris, et même assez bien quelquefois. Il est vrai que les menus sont étranges : de l'âne, du mulet, du cheval. Plus de préjugés, et c'est pour le mieux. L'âne à la casserole est un mets fort substantiel.

La viande de boucherie se distribue encore ; mais les rations ne sont pas étouffantes. La vente chez les bouchers est bien organisée maintenant, dans la plupart des arrondissements ; espérons qu'elle le sera partout et tout-à-fait, — quand nous n'aurons plus de viande de boucherie.

L'avantage remporté à Orléans nous a fait grand bien. Hardi la Province ! Ne nous laissez pas manger les chiens, les chats, les rats, avant que vous tombiez sur MM. les Prussiens.

Nous travaillons ferme de notre côté. Nos compagnies de la garde Nationale s'équipent, s'organisent et se préparent à prendre la campagne. Car nous avons une campagne autour de Paris, une campagne Française. Il est vrai qu'elle n'est pas large, et qu'on y est quelque peu exposé aux balles allemandes.

Nous tenons bien ; nous ferons notre devoir ; mais pour Dieu ! ne nous laissez pas " cuire dans notre jus ", comme dit agréablement M. de Bismarck. Avec des vivres nous pourrions lui rire au nez ; car les Allemands doivent commencer à être mal à l'aise. Ils ne s'entendent pas, comme nous autres français, à être gais jusque dans le malheur et la souffrance.

DECEMBRE 1870.

Les batailles sur la Marne. La canonnade. — L'attitude de la population. Paris impassible avec sa banlieue à feu et à sang. — La cause juste — Nos braves troupes. La trouée inachevée On sait se battre. — Fin d'année. L'aspect de Paris. Les rues sans éclairage, sans voitures, sans bruit. Activité quand même. — Les gardes-nationaux partout. Les mobilisés. L'esprit de la population. L'armée. Les conséquences du passé. Gambetta et son action espérée. — Bombardement attendu Paris durera jusqu'au bout. A la province d'agir — Les lettres journaux. Gazette des absents. Ce que pèse et ce que contient une feuille aérienne. — Le froid. Il arrête les pigeons. Il suspend le travail des tranchées. — Cadeau de Noël. Le prix des légumes. — Le départ des aérostats. — Commencement de bombardement. Le plateau d'Avron. — Du pain et du cheval. — A vous la province !

Paris, le 1er décembre 1870.

(Lettre arrivée le 6 à destination.)

MES CHERS PARENTS,

Voici l'heure décisive. On est en pleine bataille et c'est aujourd'hui la 3e journée. La 1ère a été bonne ; la 2e, excellente paraît-il. Encore un peu, et qui sait ? Si, comme je l'espère, nos chers Français de province travaillent de leur côté, la besogne sera fort avancée. Fussions-nous obligés de reculer, les coups frappés ne seront pas perdus.

C'est sur la Marne que s'est fait le grand mouvement. Je ne vous donne pas de détails. Nos soldats ont été admirables. Ils ont pris les positions qu'ils devaient prendre, et y ont couché. Ce matin, ils ont ramassé les morts et les blessés prussiens ; et sans doute ils ont repris l'offensive en ce moment.

Les comptes-rendus des opérations sont sévèrement interdits ;

les journaux ne doivent publier que les bulletins publiés par l'Etat-Major. Si l'on réussit, les histoires et les détails ne manqueront pas.

Hier et avant-hier le canon tonnait si fort que les vitres en branlaient dans certains quartiers. Les forts ont joué en même temps que l'artillerie de campagne. Car songez que nous avons 400 canons pour sortir.

Aujourd'hui, la canonnade est lointaine ; c'est à forte distance de nos murs que les armées se choquent. Vous ne pouvez imaginer avec quelle joie nous entendions le bruit s'éloigner. Non qu'il fasse peur ; on s'y est fort bien habitué mais son affaiblissement prouvait nos progrès.

La population a été vraiment digne d'éloges par sa résolution et son calme. Durant cette canonnade incessante et terrible de deux jours, les hommes travaillaient ou manœuvraient, les femmes allaient à leurs petites affaires ou se promenaient, les enfants jouaient et riaient comme à l'ordinaire. Lorsqu'un coup éclatait plus violent que les autres, on s'arrêtait on se regardait, on prêtait l'oreille, puis l'on passait. Sur les places, sur les boulevards des groupes se formaient pour entendre les nouvelles. Des fourgons, des voitures d'ambulance, de l'artillerie, défilaient.

Rien de plus étrange et de plus frappant que cette sécurité d'une ville immense, autour de laquelle tout est en feu, et dont la vie, les plaisirs mêmes sont à peine suspendus par la guerre qui se déchaîne à ses portes.

Mon collègue revient à l'instant de chez le gouverneur de Paris. Jusqu'à la nuit, on ne reprendra pas l'offensive. On se fortifie. Il s'agit d'enlever Cœilly demain, si l'on peut.

La plupart des blessés sont légèrement atteints. Nos positions sont bonnes. (5 h)

Bon courage ! Aidez-nous ! aidez-nous ! Vous allez avoir à vous défendre ; deux armées prussiennes ont dû marcher, contre l'armée de l'ouest.

Vainqueurs ou vaincus, notre cause est juste. A la justice, qui est aussi la logique, la force des choses se range tôt ou tard.

LOUIS HERBETTE.

4 décembre.

(Lettre parvenue à destination le 8.)

Un ballon doit s'envoler cette nuit ; qu'il vous porte une lettre.

Nos troupes se sont énergiquement battues. Le 2 décembre au matin, les Prussiens ont fait contre nous une attaque terrible. 100,000 hommes se sont jetés sur Ducrot. Après quelque temps d'émotion, la bataille s'est rétablie. Trochu s'est avancé au secours. L'ennemi a été repoussé. C'est une victoire, une victoire de jeunes troupes sur les meilleurs soldats de l'ennemi. Il aurait fallu perdre trop d'hommes pour le chasser de ses dernières positions, pour achever *la trouée* sur ce point.

Les troupes ont besoin de repos. Elles sont rentrées au bivouac, et ont repassé la Marne. On va continuer les opérations.

La première idée avait été de percer par surprise les lignes prussiennes, d'un seul choc. Mais le pont sur la Marne a été emporté et ce retard a forcé de renoncer au coup. On s'en est dédommagé par 4 jours de campagne. MM. les Prussiens savent maintenant qu'on n'a pas grand'peur, et qu'on sait frapper. Si l'armée de la Loire et celle de Bourbaki se mettent de la partie, ils pourront voir beau jeu. Vous jugez que Paris est fier.

Quand sera-t-il débloqué ? Quand vous verrons-nous, mes chers parents ? Les parisiens ont la nostalgie de la campagne et bien qu'ils aient encore de quoi manger, — (n'en déplaise à MM. les Prussiens, — ils aimeraient assez se nourrir à leur aise, et manger plus d'œufs, de beurre, de lait et même de viande. Si vous pouviez nous en envoyer, l'envoi serait bien accueilli. Enfin, vous faites ce que vous pouvez : tâchez de pouvoir beaucoup et vite. Nous avons de la patience, et je pense qu'on ne manquera pas d'énergie.

28 décembre.

MON BON PÈRE, MA BONNE MÈRE,

C'est de bien loin que je vous souhaite bonne santé, et que je vous embrasse pour l'année nouvelle. C'est la première fois que la famille est dispersée, et la maison vide, froide et triste à pareil jour !

Dire que l'on s'amuse ici serait à coup sûr inexact. Mais on a beaucoup de patience et de résolution. Il est de ces petites souff-

frances, de ces privations, de ces inquiétudes incessantes à quoi l'on se résigne plus malaisément qu'à un grand effort et à quelques actes de courage.

Paris a changé de physionomie, mais par degrés, ce qui a rendu le changement moins pénible. Les rues ne sont éclairées qu'à moitié, et la plupart le sont au pétrole, qui fume plus qu'il ne brûle, les voitures ont étrangement diminué de nombre ; les chevaux servent à tout autre chose qu'à traîner les gens. Les omnibus deviennent plus rares, surtout le soir.

Rien de plus singulier que les rues silencieuses et sombres, où se glissent des ombres dont les voix chuchotent. Mais ne croyez pas que Paris soit lugubre, en dépit du siège. L'activité y est toujours aussi grande, et les gardes nationaux sont innombrables. On en voit sur les sièges des cochers, aux comptoirs des boutiques, aux ateliers, dans les administrations, partout. On se promène, on mange, on travaille, on dort en garde national. Ajoutez que les mobilisés ont fort bonne tournure, et des capotes superbes qui leur donnent un air tout martial.

Tout cela est fort bien ; mais ce serait mieux encore, je l'avoue si nous savions quand cela va finir. Nous aimons à croire que la Province agit ; mais nous voudrions en être sûrs. Quand nous délivrerez-vous ? L'esprit de la garde nationale et de la population est excellent ; on dit que celui de l'armée est médiocre, par moments, et que certains officiers sont loin d'avoir et d'inspirer toujours de l'ardeur.

Ce n'est pas en un jour que l'on efface les conséquences d'un long régime. Il est heureux que vous ayez Gambetta, et nous comptons qu'il aura pu vous aider à secouer les intrigants, les timorés et les indifférents.

Les Prussiens ont tout de bon l'air de vouloir bombarder, on résistera. Mais nous avons besoin de vous ; ne tardez pas. Pardonnez-moi de revenir sans cesse sur le même sujet. C'est là toute notre vie.

De tous les bruits qu'on répand, ne faites aucun cas. Voici en un mot la situation et la vérité sans phrase : — Nous durons, agissez. Pour agir, ne comptez que sur vous, mais comptez sur nous pour durer.

Il est bien des choses que je ne puis expliquer. Supplée, mon cher père, à mon silence.

Rien n'est parfait ici ; et le mieux est encore en bas et au milieu, plus qu'en haut. Mais qu'importe ? On tiendra jusqu'au bout. C'est en vous que nous espérons.

NOTE

LES LETTRES-JOURNAUX

La lettre ci-après, en date du 28 décembre a été écrite sur la page libre d'une *lettre-journal* imprimée. (No 20, mercredi, 28 décembre 1870)

Il s'agit de la publication bi-hebdomadaire qu'avait organisée l'éditeur M. Jouaust. En titre : " LETTRE-JOURNAL DE PARIS, *gazette des absents*, -- prix : 15 centimes. -- Paraît les mercredi et samedi à 10 h. du matin. -- D. Jouaust, rédacteur. -- En vente à Paris, rue St-Honoré, 338 et au bureau du Figaro, rue Rossini, 3 -- "

Un avis rappelle que le poids réglementaire des lettres à expédier est de 4 grammes et que la lettre-journal n'en pèse que 3.

Les matières sont partagées et les événements classés et relatés par jour, avec titres et sous-titres : RAPPORTS MILITAIRES, ACTES OFFICIELS, INFORMATIONS ET FAITS DIVERS ; — *subsistance, nouvelles du dehors, communications du gouvernement, etc...* BOURSE ; DERNIÈRES NOUVELLES

Le numéro du 28 décembre vise les quatre journées du 24 au 27 décembre.

Il signale entre autres faits que la rigueur de la saison empêche sans doute les pigeons de voyager ; car les déjêches n'arrivent pas. = Le thermomètre descend toutes les nuits jusqu'à 10 ou 11 degrés au-dessous de zéro. Les troupes ont cruellement souffert de ce froid. Le travail des tranchées est devenu presque impossible. = Le gouvernement a voulu faire une surprise aux ménages pour cadeau de Noël. On a vendu dans les boucheries du bœuf au lieu de cheval. = Mais le peu qui reste de légumes frais se vend à des prix fâcheux. Un chou 5 ou 6 francs. = On note à propos des ballons-poste le départ de la *Déliérançe*, enlevé à la gare du Nord, emportant un voyageur, 110 kilogrammes de lettres et 4 pigeons. = On annonce que le numéro 21 de la *lettre-journal* qui paraîtra le 31 décembre sera spécialement destiné à la correspondance du 1er jour de l'an et donnera sous ce titre " Cent cinq jours de siège ", un résumé des événements accomplis depuis le 18 septembre.

28 décembre 70.

(Lettre parvenue le 7 janvier 1871 à Pornic.)

MES CHERS PARENTS,

On tient toujours ferme ; mais les nouvelles de vous sont insuffisantes. Que font les armées ?

Les Prussiens ont commencé le bombardement de deux forts et surtout du plateau d'Avron où nous avions des canons de 7. On a évacué cette position qui n'était guère tenable, n'ayant pas d'abri pour les troupes.

On vit toujours. Le pain est encore bon et abondant ; nous mangeons des choux, et ne mourrons pas de faim avant l'ingtemps. J'espère que vous ne nous laisserez pas moisir au renfermé ; mais je crains que le bombardement cache des mouvements de l'ennemi pour écraser les armées de secours. Avez-vous des

généraux, Gambetta a dû secouer la Province. Qu'elle se montre !
Il me semble que Paris s'est assez bien conduit.

Un ballon part cette nuit ; j'en profite encore.

JANVIER 1871.

105 jours de siège. — Le jour de l'an. Les souhaits de Paris. — Le bombardement. Des nouvelles et de l'action! — Les publications par ballons. Le recensement de Paris assiégé. Honneur aux vaincus. Les vertus reconquises. La victoire morale. — Pluie de fer et de plomb. — Grand tapage, mince effet. — Les faux bruits. Journaux français de Prusse. — Le bombardement des habitants — Le pain de son. Le bois de sciage. — Adjudication d'un modéré à la province. Il ne fallait ni paix hâtive ni paix honteuse. La République — Le service des ballons. — Nouvelles reçues du dehors. — Les méfaits du bombardement et l'esprit public. Quartiers et établissements atteints. Les femmes et les enfants victimes. Promenades au feu. Au rendez-vous des obus. — Sécurité parfaite. Plus de voleurs. Le *spectre rouge*. Les calculs psychologiques de l'ennemi. — Besoin de faire l'impossible. Qu'on se hâte! — Les combats du 19 janvier. L'impossibilité de *trouver*. — Le général Trochu quitte le gouvernement de Paris et le commandement de l'armée. — Manifestation à coups de fusil à l'Hôtel-de-Ville. — Toujours le bombardement. Les victimes. — L'inévitable fin. Les enseignements du malheur. La défense a été utile. L'âme de la patrie intacte. — Les Prussiens fléau de Dieu. La force par le travail, la consolation dans le devoir, la foi en l'avenir.

LE JOUR DE L'AN

La lettre ci-après était écrite sur le numéro du 31 décembre de la *lettre-journal de Paris* dont il a été parlé ci-dessus.

Outre la relation sommaire des cent cinq jours de siège écoulés, ce numéro contenait les nouvelles militaires du 28 au 30 décembre; des indications sur le pain *un peu bis* que l'on distribuait depuis une semaine; une note constatant que le bombardement commencé depuis quelques jours ne produisait pas l'effet moral que les Prussiens en attendaient, et que rien n'était capable d'effrayer la population.

Quelques appréciations sur la tristesse de ce jour de l'an sans réunions de famille et sans étrennes. — “ Dans les boutiques quelques rares étalages; de bonbons et de jouets, peu ou point. ” Au sujet des princes qui font les guerres, cette réflexion: “ Ah! que nous apprenons bien à excréter ces trafiquants de chair humaine, ces *mangeurs de peuples* comme les-

“appelait déjà Homère, qui trouvent que le sacrifice de plusieurs centaines de mille hommes n'est pas un prix trop élevé pour la satisfaction de leurs misérables raucunes et de leurs honteuses convoitises territoriales” — Puissent-ils rouler en bas de leurs trônes “ceux qui disposent ainsi de la vie des peuples ou qui laissent sous leurs yeux s'accomplir de sem- blables forfaits ! Tels sont les souhaits de nouvel an que, du fond du cœur la population “de Paris leur envoie.” —

Bourse du 29 décembre : 3 010, 52 f., 05 = *Feuilleton*. Pour étrennes littéraires, on envoie aux absents une page de M. Paul de St Victor sur *les pigeons de la République*.

Paris, 2 janvier 1871.

MES CHERS PARENTS.

Le bombardement n'a pas fait grand mal. En ce moment, il languit et semble éteint. Il fait froid, mais moins que ces jours derniers. La Seine ne charrie que de minces glaçons. Le bois n'est pas fort abondant, et est beaucoup trop vert.

De loin, vous devez vous effrayer de notre existence ; de près, on s'y habitue. La viande est une consommation de luxe. Pour nos étrennes, on nous a donné quelque extra. En cadeau, je vous prie de croire qu'un sac contenant des pommes de terre est fort bien reçu, quand on peut le faire.

Ce qui nous manque cruellement, ce sont les nouvelles de province. Vous n'avez donc pas d'hommes assez énergiques et assez rusés pour traverser les lignes prussiennes ? Des bruits vagues courent. Chanzy aurait battu les Prussiens. Qu'il les batte, qu'il les batte, et quelle réaction il aura ici !

Tout est calme ; l'esprit public est excellent ; la garde nationale, très martiale.

LOUIS HERBETTE.

La lettre qui suit était écrite sur la page libre du numéro de la *lettre-journal de Paris* en date du 5 janvier 1871.

Ce numéro contenait, outre les principaux faits notés aux dates des 3 et 4 janvier : -- Un avis portant que la *lettre-journal* paraissait les mardi, jeudi et samedi ; qu'avec le numéro du jeudi paraissait une gravure d'actualité imprimée sur papier pelure et coûtant 20 c. — Le chiffre du *recensement de la population parisienne* qu'on venait de faire : 2,005 700 personnes, y compris les réfugiés, mais non compris l'armée, la garde mobile et les troupes de marine. — Comme *fait àvers*, la mort des animaux du jardin des plantes qu'on tue et que l'on consomme faute de pouvoir les nourrir.

Reproduction d'une lettre de M. Louis Blanc à Victor Hugo, pour encourager à l'idée d'un grand effort. “A quelle époque vit-on une ville prise au dépourvu, cernée, isolée du “reste de la terre, improviser tant de moyens de défense et d'attaque, tirer d'une foule une “armée, devenir du jour au lendemain un vaste champ de manœuvre, une immense fabrique

“ d’armes ! . . . Combien elles sont dignes de mépris les victoires qui dues à la supériorité du nombre, à la ruse, à la force, ne développent chez les peuples qui les a remportées que l’orgueil, la cruauté, la rapacité des races conquérantes ! Ce qui est digne d’admiration, c’est la défaite noblement subie et vaillamment réparée, parce qu’elle atteste la présence et le triomphe de toutes les vertus qui sont l’honneur de l’espèce humaine : le calme dans le malheur, la persévérance stoïque, la fermeté d’âme, et avec la volonté de ne jamais fléchir, le pouvoir de ne jamais désespérer. ” —

Extrait d’un article de M. Edgar Quinet intitulé la *Victoire morale*. — “ Je dis et je maintiens qu’il n’est rien de plus beau dans notre histoire que ces trois mois de siège, où la liberté républicaine a fait ce miracle de rendre à un peuple tout ce que la servitude lui avait enlevé, les forces de l’âme et les forces du corps. . . Le roi Guillaume et ses conseillers croyaient que Paris se rendrait en huit jours. Ils jugeaient Paris et la France par des observations banales. . . Ils n’ont oublié, méconnu qu’une seule chose, l’esprit de ce peuple qu’ils prétendent dominer et écraser, et cet esprit se révolte. . . ” —

Bourse du 2 janvier : = 3 010. 51 f.

6 janvier 71.

(Lettre parvenue à destination le 12 janvier.)

MES CHERS PARENTS,

Le jour de l’an n’a pas été aussi triste ici que l’on doit penser en province. Nous attendons la délivrance, et nous nous fions à vous. 1871 vaudra toujours bien 1870 !

Les Prussiens nous bombardent. Quelques obus sont tombés dans Paris, mais ce n’est guère inquiétant. Nos forts, plus menacés, tiennent bon sous la pluie de fer et de plomb ; ils ont répondu de leurs plus grosses voix

L’esprit de la population est à l’action, et pousse le général Trochu. Mais outre que Trochu n’est pas seul, il peut avoir ses raisons pour ne pas se hâter. On craint que les Prussiens ne cachent des mouvements contre nos armées ; il faut les occuper. Jour et nuit, la canonnade a été terrible. Beaucoup de bruit, et peu de mal.

Le temps s’est radouci. Il a neigé cette nuit ; aujourd’hui nous avons un beau soleil. C’est un bon temps pour se battre. Des bruits de succès de l’Armée de la Loire se répandent toujours. Mais pas de nouvelles certaines ; c’est absurde. Vous ne pouvez donc pas nous en faire passer ?

La lettre suivante était écrite sur le numéro de la lettre-journal en date du 7 janvier.

Ce numéro contenait avec les principaux faits des 5 et 6 janvier : un avis pour engager le public de province à se mettre en garde contre les bruits mensongers répandus par des jour-

naux prussiens, notamment par le *Moniteur officiel de Seine-et-Oise*. = Une note du journal le *Siècle* évaluant à 25,000 le nombre de projectiles lancés par les Prussiens du mardi au dimanche soir. = Une proclamation du gouvernement au sujet du bombardement, constatant que l'ennemi tire même sur nos maisons et que la population accepte vaillamment cette nouvelle épreuve. = Des informations concernant le pain fait avec des farines dont on n'extrait plus que dix pour cent de son, et le bois à brûler qui s'est épuisé et est remplacé par des bois de sciage que le gouvernement réquisitionne pour les appliquer au chauffage.

Extraits d'un article de M. Vitet dans la *Revue des Deux-Mondes*. — Jetant un coup d'œil rétrospectif sur l'année qui vient de s'écouler et malgré les maux sans nombre qu'elle nous a apportés, il faut nous féliciter d'être délivrés à tout jamais de l'Empire et d'avoir échappé à une paix hâtive et honteuse après Sedan. — "... Vous, Français des départements, " allez grossir et renforcer les armées, notre suprême et ferme espoir. Surtoit, soyez unis, " acceptez franchement ce qui a d'ailleurs le privilège de vous diviser le moins. En l'arrosant de votre sang, faites-la vôtre et prenez-la, cette république; donnez-lui un baptême " nouveau !... Nous, parisiens, continuons notre tâche !... " —

DÉPARTS DES BALLONS-POSTES : 4 janvier, de la gare d'Orléans, à 4 h. du matin, le *Newton*, emportant un voyageur, 310 kilogrammes de dépêches et 4 pigeons. — En partance : l'*Union des peuples*, gigantesque aérostat prêté par des négociants; le *Duquesne*, ballon à hélice, système Labrousse; le *Képler* et le *Vaucanson*.

9 janvier 1871.

MES CHERS PARENTS,

Enfin, nous avons des nouvelles !

On a reçu une dépêche de Gambetta du 23 Décembre, la nouvelle du combat de Bapaume du 3 janvier, — une dépêche *Havas* exposant la situation générale au commencement du mois, d'autres encore.

Vous agissez; vous combattez heureusement; bravo et grand merci ! Ici, on tient ferme, et l'on agit aussi, j'espère. Les Prussiens bombardent avec rage. Les forts supportent gaillardement ce déluge d'obus, et les habitants ne s'effarouchent nullement du bruit ni de la chute de ces aimables engins. Il en tombe un certain nombre dans les rues et sur les maisons de l'extrême ouest. Aut-ùil est criblé.

Naturellement, il y a bien quelques murs enfoncés, quelques bras, jambes ou têtes cassés. Mais on ne s'émeut pas de ces accidents. Les habitants qui s'ennuient du tapage et du danger déménagent. Les autres prêtent l'oreille et guettent à l'horizon. Car on entend de fort loin le sifflement, qui ressemble à celui d'une locomotive passant à grande vitesse.

Je viens d'entendre deux de ces sifflements, du pont-Royal; mais les obus étaient loin. On connaît la ligne extrême de portée, et l'on se promène paisiblement à faible distance de la ligne. Le

moment le plus désagréable d'un bombardement, c'est la nuit, pour les gens qui ont la manie d'aimer à dormir tranquilles.

Enfin, MM. les Prussiens auront à dépenser de la poudre avant de nous gêner sérieusement. La population est admirable ; par degrés, elle s'est habituée à tout. Voilà une éducation un peu rude et de fameuses leçons pour Paris, et pour la province aussi, n'est-ce pas ?

La lettre ci-après était écrite sur la *Lettre-journal* du 12 janvier, contenant les principaux faits du mardi 10 et du mercredi 11 janvier, et notamment des constatations sur le bombardement.

Extraits du *Journal officiel* constatant que le bombardement des forts a commencé le 30 décembre, et six jours après, celui de la ville. Pluie de projectiles, dont quelques-uns pesant 94 kilogrammes lancés sur la partie de Paris qui s'étend depuis les Invalides jusqu'au Museum, jour et nuit. Entre St-Sulpice et l'Odéon un obus toutes les deux minutes dans la nuit du 8 au 9 janvier. — Atteints, les hôpitaux, les ambulances, les écoles, les musées, les bibliothèques, les églises de St-Sulpice, de la Sorbonne et du Val-de-Grâce, les prisons, un certain nombre de maisons particulières. Dans une école, rue de Vaugirard, quatre enfants tués et cinq blessés par un seul projectile. — Aucun avertissement n'a précédé ces actes. Le ministre des affaires étrangères a envoyé une protestation pour être placée par nos agents diplomatiques sous les yeux des représentants des cabinets européens.

La lettre-journal note combien l'effet de ces actes est manqué sur la population. On va voir tomber les obus par manière de promenade et pour ramasser des éclats. — Un marchand de vins ayant reçu deux projectiles dans sa maison fait peindre sur son enseigne : " Au rendez-vous des obus. " — Le Théâtre Français joue. L'Opéra donne un concert. Salles comblées.

BOURSE DU 10 JANVIER, 3 070, 51 f. 55 ; emprunt, 52 f. 70.

12 janvier 70.

(Lettre parvenue à destination le 24.)

Je ne vous donne pas de détails, et je n'ai pas le temps de lire le petit journal que je vous envoie, afin de le contrôler et de le rectifier. Pour la situation d'ensemble, rapportez-vous à ce que je vous écris, qui est exact. Vous déduirez de là quels sont les détails vraisemblables, et vous en mesurerez l'importance.

Tranquillité et sécurité parfaites à Paris. Pas de troubles et pas un vol. Jamais les prétendus artisans de désordre n'ont été si inoffensifs. Ce qui les rend parfois redoutables, apparemment, ce sont les fautes qu'ils exploitent, et la peur que les bourgeois ont la sottise de prendre. Si la France avait l'audace et la patience de regarder en face sans s'émouvoir du fameux spectre rouge, la République serait fondée à toujours.

Il faut bien constater certaine impatience dans le public, non par découragement, mais par besoin d'action, par désir d'aider au salut commun. Ajoutez l'agacement de recevoir des obus, sans rendre coup pour coup à MM. les Prussiens. De peur ; point.

Les habitants que gêne la chute ou le bruit des projectiles, se mettent à la cave ou cherchent asile en des quartiers plus abrités. Quelques tués, des blessés, des murs troués, des toits défoncés, des vitres cassées, voilà le grand résultat de cette merveilleuse tactique qui fait canonner les femmes et les enfants la nuit dans leur lit, sans défense, tandis que les hommes sont aux remparts. Cela veut être profond, et cela produit juste le résultat psychologique contraire à l'effet prémédité.

Des bruits assez ridicules de je ne sais quelle trahison d'officiers haut placés, ont couru. Le général Trochu a répondu ce matin, non pour lui, bien entendu : on ne s'attaquait pas à lui. Il n'est pas étonnant que la population, — qui n'est pas général, — fasse ses plans et discute la guerre d'une façon fantaisiste. Mais il y a souvent un grand bon sens, même dans les écarts d'opinion, qui se rectifient quelques heures plus tard. Vraiment Paris est admirable. On ne peut lui reprocher qu'un tort : ne pas faire l'impossible ; encore est-il tourmenté du désir de le faire, et de là vient son excitation de certains jours.

Les opérations dans l'Est produisent ici grand effet. On en attend beaucoup, tout même.

Nous avons tenu déjà bien plus que la France et Paris même n'auraient imaginé, sans secours direct et ravitaillement du dehors. Nous tenons encore pour que vous nous sauviez, — si vous arrivez à temps. Choisissez votre heure, et frappez ferme. Nous frapperons aussi, quand il faudra.

La lettre ci-après était écrite sur la *lettre-journal* en date du 24 janvier contenant les principaux faits des 21, 22 et 23 janvier, notamment :

Dépêche du gouverneur de Paris constatant le courage dont la garde nationale a fait preuve en marchant avec la troupe contre l'ennemi retranché dans des positions aussi difficiles, à la bataille du 19 janvier (Montretout, Buzenval) Notes indiquant que les pertes ont été sérieuses des deux côtés. — Dépêche de Bordeaux annonçant que le général Chanzy, après deux jours de bataille près du Mans, s'est replié derrière la Mayenne.

Décision du gouvernement séparant de la présidence du gouvernement, qui est conservée par le général Trochu, le commandement en chef de l'armée de Paris, qui est attribué au général Vinoy. Le titre et les fonctions de gouverneur sont supprimés.

Récit sommaire des manifestations insurrectionnelles qui se sont produites le 22 janvier, par un nombre restreint de gardes nationaux conduits par M. Sapia, ancien chef de bataillon ; ils ont tiré sur l'Hôtel-de-Ville et sur le bataillon de mobiles qui le gardait, qui a riposté et

dispersé les assaillants. Quelques tués et blessés. Echauffourée d'une demi-heure, qui avait lieu au bruit du bombardement de l'artillerie prussienne tirant d'un côté sur la rive gauche de Paris et de l'autre de la ville de St-Denis.

Mêmes points atteints que précédemment par ce bombardement. Au collège de France un obus tombe au pied de la chaire d'un professeur, qui ayant constaté que personne n'est atteint et que personne ne sort, continue son cours. — Du 21 au 22, quartiers atteints : Grenelle, Montrouge, Vaugirard, jardin des Plantes, Panthéon Luxembourg, Val-de-Grâce ; — d'autre part, Auteuil et La Muette. — Victimes : du 20 au 22, à Paris un enfant tué et deux blessés ; 2 femmes tuées et 6 blessées ; 3 hommes tués et 14 blessés. — A St-Denis, du 21 au 22 : 2 enfants tués et 2 blessés ; 1 femme tuée ; 1 homme tué et 1 blessé.

BOURSE du 21 janvier : 3 0/0, 50 f. 75 ; Emprunt, 51 f. 70.

26 janvier.

MES BONS PARENTS,

Hélas ! Il faut voir et il faut dire la réalité.

Tout est fini, ou tout est près de finir. Il faut supporter nos malheurs avec courage, avec résolution. Les calamités, les maladies d'une nation ne sont jamais mortelles.

Malgré tout, on n'a pu improviser le salut. Nul n'a droit aux prodiges, pas plus qu'aux génies sauveurs. Nos organes de vie nationale étaient atteints depuis longtemps. Il s'agit de nous refaire une organisation libre et robuste. Ce sera l'œuvre d'efforts incessants, de patience de longues luttes peut-être. Il faudra reprendre les vertus vulgaires, nous refaire une méthode, une raison calme et sûre, une existence laborieuse et sérieuse, en liberté et en démocratie.

Les épreuves ont fait toucher le mal du doigt. Car elles ne sont pas le mal, mais simplement les symptômes. C'est le rôle de la douleur dans toute maladie. L'enseignement est cruel, et l'expérience nous coûte cher.

Faut-il regretter les efforts qu'ont faits Paris et la province, parce que nous sommes matériellement usés pour un temps ? Non ! Il se trouvera des gens pour dire que depuis Sedan nous avons empiré notre état. — La vérité est qu'on a sauvé l'honneur, relevé le sentiment de la patrie, le caractère, la vitalité de la nation.

La patrie ne se mesure pas au mètre et ne se compte pas au franc. On veut nous arracher de l'argent et du territoire. Mais nous pouvons nous assurer, malgré cette perte même, la force et la volonté de regagner dans l'avenir plus que nous n'aurons perdu. La partie n'est pas finie, et notre travail non plus ; il commence.

On a voulu faire un miracle en effaçant dix-huit années en 4 mois, en faisant de l'Empire auquel on s'était abandonné une République pure et invincible. Il y faudra plus de temps et plus de peine. L'important est que nous ne nous soyons pas abandonnés dans la chute et que nous nous soyons réunis debout. Ce n'est pas le succès, c'est l'effort qui rachète. Le germe de vie est intact. Il faut le développer.

MM. les Prussiens ne sont pas les premiers à s'être présentés comme le fléau de Dieu, c'est-à-dire apparemment des lois de la logique, de la justice et de la destinée. Mais un fléau, avec quelque énergie qu'il frappe, n'est en soi ni pur ni éternel. Le succès a ses conséquences et ses dangers comme la défaite, et parfois plus qu'elle. Pour nos vainqueurs aussi le triomphe, le régime de la force portera ses fruits. Quant à nous, en ayant subi l'horreur, nous pouvions en éviter désormais l'enivrement.

Qui sait si, la victoire nous revenant par un coup de chance, nous ne serions pas retombés dans les illusions, dans l'abandon de nous-mêmes, comme le joueur qui se rattrape de ses pertes par hasard et qui est repris de sa passion ?

Non, le mal n'est pas d'aujourd'hui, bien qu'il nous accable aujourd'hui ; il était hier et auparavant. Il persistera encore sous d'autres formes ; tâchons de l'atténuer, de l'anéantir par degrés. Les caprices de la force et du hasard, la morale du succès, l'indifférence fataliste, l'égoïsme individuel, l'abdication de la volonté, la vie sans discipline de conscience, sans retour sur soi-même, — pour jouir, — voilà ce qu'il faut repousser.

Pardon pour ces réflexions mélancoliques, mais non pas découragées, tout au contraire. Je pense tout haut avec vous mes chers parents.

Quelles seront les conditions de la capitulation, de l'armistice, de la paix future ? On ne sait. On sait, on sent quel est notre devoir, à nous pauvres Français de 1871, et cela console. L'incertitude, la recherche de ce que devaient faire présager la vraie justice, la raison et la loi des choses, m'ont rendu anxieux souvent, depuis quelques mois. J'ai essayé de me faire par degrés à la réalité, à la vérité, qui était dure. Il fallait la garder pour soi. Maintenant qu'elle s'impose à tous, elle rend sérieux plutôt que triste. Il est pénible de souffrir d'une crise, dont on n'est pas l'auteur ; mais il n'importe que plus de chercher les causes et d'aviser aux remèdes.

Je ne puis trop vous donner de détails. Rien n'est encore officiellement connu. Courage, mes bons parents ! Vos fils aussi

ont besoin de garder l'humeur vaillante. Un honnête homme peut se résigner à tout, sauf à mal agir.

Paris a fait son devoir. Les critiques et les récriminations contre les faits, comme contre les hommes, sont le plus souvent à courte vue. C'est plus haut qu'il faut regarder ; plus haut et plus loin.

FEVRIER-MARS 1871

L'état des esprits. Illusions brisées. L'éternel espoir de salut improvisé, de chefs exceptionnels, de rénovation profonde et subite par changement de formes. Pas de miracle. Œuvre de longue durée. — Les membres du gouvernement. Le pouvoir dans l'impuissance. La République et les partis de réaction. La France s'est ressaisie. Existences sacrifiées, non perdues. — Paris prisonnier. La décapitalisation. — Les élections de protestation. Le scrutin de liste. L'assemblée nationale. — Les Parisiens se refont. Du bon pain. La nourriture civilisée. — Immense agglomération de personnes surexcitées et affaiblies. — Les lettres posthumes de province. Les familles qui se retrouvent — La leçon des événements. Le trouble des habitants. Les républicains sûrs et les autres. — M. Thiers et sa mission. — Les préliminaires et les conditions de la paix. — L'entrée des Prussiens dans une portion de Paris. Le silence et le vide. Un quartier mort. La Place de la Concorde ; les statues voilées ; Strasbourg — L'attitude de la population. La ratification de la paix. Dehors, l'ennemi ! — Les conditions du traité. L'œuvre de la violence et l'Empire d'Allemagne. L'Alsace-Lorraine. Peuples enchaînés. La pensée échappe à la force. — Les problèmes subsistent. Toute solution injuste est provisoire. — Travaillons. Vive la France et vivra la France !

Paris, le 4 février 1871.

MES CHERS PARENTS,

Vous savez ce qui s'est fait ; cela est trop triste pour que j'y insiste. Ne croyez pas pourtant que les hommes qui réfléchissent soient désespérés. Ils sentent combien le mal était profond, et ce qui est pis, inconscient. Il est peu de malades qui sachent juger leur état exact, ses causes, ses dangers, ses remèdes véritables. La masse des gens, pour avoir agi et subi de son mieux pendant 4 mois s'était persuadée qu'un miracle devait sûrement s'accomplir pour sauver la France. L'influence et la superstition influent en

politique, comme elles ont régné en religion, donc aussi parfois l'intolérance et le fanatisme. La raison, la logique, l'étude des lois physiques et morales des sociétés, l'enchaînement régulier et permanent des causes et des effets, voilà qui est moins prompt que la passion, l'enthousiasme, l'héroïsme même. Nos héros auraient été volontiers comme des chevaliers armés de pied en cap partant en guerre contre l'infanterie disciplinée et l'artillerie savante. On est vaincu et surpris de l'être par les Prussiens, comme nos nobles personnages à Crécy par les Anglais.

On pourrait se demander tout bas s'il est certain que la masse ait eu tout-à-fait tort dans ses vœux, donc dans ses espérances, et dans ses illusions, donc dans ses colères actuelles. Se sentant en situation exceptionnellement grave et en dispositions tout exceptionnelles, elle comptait pour se conduire au succès sur des têtes exceptionnellement douées. Il ne lui est pas poussé de tête surhumaine.

Se jugeant, pour obéir, à la hauteur de la situation, elle attendait que des chefs y jugent pour commander. Avec cette armée de citoyens militarisés, il fallait qu'un grand général et de grands organisateurs surgissent de terre. Hélas, il ne faut pas toujours faire fond sur l'improvisation pour suppléer à la préparation, ni sur l'exception du génie pour échapper à la règle normale qui est de rester dans la force moyenne des choses et des gens.

Mais comment parler histoire, philosophie, raison même, à des individus et surtout à des foules qu'une passion généreuse ou une grande douleur atteint ? On fait volontiers appel au bon sens jusque dans les crises les plus affolantes. Mais le bon sens n'est pas vulgaire assurément, bien qu'il puisse se trouver partout. Et comment faire des distinctions entre le peuple et les gens raisonnables ? Réuni, tout le monde est peuple.

Or l'instinct populaire est de personnifier les situations, d'incarner les causes dans des hommes, qu'il poursuit alors de son culte ou de sa haine, qu'il acclame ou qu'il brise. Il a semblé d'abord qu'il n'y eût à tous nos malheurs, à nos revers, à nos faiblesses qu'un motif, une origine, l'Empereur. L'Empereur abattu, — la forme et le symptôme du mal effacés, — la masse a cru que tout allait changer, que tout était changé de soi-même. Elle ne s'est pas avisée qu'il fallait changer les institutions, les mœurs, les habitudes et leurs effets ; qu'il fallait enfin qu'elle changeât elle-même, elle qui ne peut guère se regarder et se connaître. Une telle œuvre ne s'accomplit pas en quelques mois ; peut-être y au-

rait-il injuste, danger réel à ce que cela s'improvisât ainsi. Pourquoi toujours invoquer la chance et faire appel à l'arbitraire ?

C'est en nous qu'est le salut ; il s'agit de l'en tirer. Mais il y faut des efforts obstinés, un travail prolongé, et c'est ce qui coûte le plus. On n'arrive d'ailleurs qu'en dernier au simple, et c'est après avoir épuisé les théories qu'on se résigne aux solutions pratiques et laborieuses.

Quant aux hommes du gouvernement de la Défense nationale, ils paient et ils paieront l'honneur d'avoir tenu le pouvoir contre un ennemi matériellement maître de nous écraser. On les attaque, c'est dans l'ordre ; on les calomnie, et ils souhaitent sans doute que la République soit du moins préservée par là des griefs qu'on imputera à ses infortunés gouvernants.

Car ce sera vraisemblablement la République que les partisans d'autres régimes vont accuser de nos maux : elle a endossé l'Empire. On ne peut manquer de mettre la banqueroute à son compte.

Si le public était ignorant et aveugle, comme à d'autres époques, cette tactique pourrait réussir. Mais comme l'humanité marche, l'histoire ne se recommence jamais de même façon. Le tort et la faiblesse des partis de réaction sont d'être toujours en retard sur la marche des événements, de courir vainement à leur suite, et ne pouvant ainsi les diriger, de manquer régulièrement le but.

Le public ayant fait quelques progrès, il faut l'espérer, aura acquis quelque clairvoyance dont la République profitera. Le meilleur calcul aura peut-être été pour les républicains de marcher droit au devoir.

Non, malgré tant de souffrances, malgré tous les raisonnements et les hypothèses qu'on fait maintenant après coup, rien n'est à regretter, puisqu'on a fait son devoir. Il ne fallait pas que la vie nationale se décomposât avec le régime impérial. Elle s'est ressaisie et ranimée. L'existence de ceux-mêmes qui ont péri pour elle n'aura pas été perdue.

LOUIS HERBETTE.

12 février 1871.

Enfin, j'ai une lettre de vous ! C'est ta lettre du 5 février, mon cher père.

Que nous touchions ou non au dénouement, il nous faut à tous bon courage. La crise ne peut éternellement durer.

Vous devez savoir que l'on ne correspond pas partout ; je n'insiste pas sur ce point, ma lettre étant ouverte.

Ce qui m'a soutenu, c'est le travail et l'activité qu'il a fallu prendre souvent.

Je passe la journée jusqu'à 7 h., 8 h., quelquefois et même plus tard quand il le faut, au *Journal officiel*, ou dans les ministères (notamment en celui des affaires étrangères, où j'ai remplacé quelques jours mes amis absents du cabinet). — Le soir, je vais auprès du conseil du gouvernement, j'y reste parfois jusqu'à une heure du matin, et je rentre au journal où je reste, lorsque c'est mon tour de service, jusqu'à 3, 4 ou 5 heures.

Je ne compte pas les coups de surprise, la besogne extraordinaire, les événements auxquels j'ai pris part, bien que cet imprévu ait été si fréquent durant le siège.

Dans quelques jours Paris ne sera plus capitale, et se recueillera sous les canons prussiens. C'est à Bordeaux que se fera notre sort.

Je vois bien que mes lettres, fréquentes et souvent longues, ont été souvent égarées, arrêtées, distraites en route. Que sais-je ? J'ai peut-être eu tort d'en trop dire. Je n'osais trop insister sur ma vie personnelle, craignant de vous inquiéter.

Nous avons vécu dans une perpétuelle attente, dans une fièvre d'inquiétude, et comme en suspens. Gare aux têtes qui ne sont pas solides !

Allons-nous retrouver un peu de calme ? Pauvre Paris, il n'est plus qu'une ville prise. Les élections sont une protestation contre la défaite, des partis avancés ont triomphé. Les libéraux n'avaient pas su s'entendre, les intrigues et les ambitions personnelles ayant affaibli l'action des comités. Le scrutin de liste, qui n'est nullement pratique pour 43 noms, a causé des surprises ; beaucoup de noms ont passé sans connaissance nette des électeurs.

Que va-t-il advenir ? Tu peux en juger maintenant mieux que nous, mon bon père. La scène se passe à Bordeaux.

Paris, le 18 février 1871.

MA CHÈRE MÈRE,

J'évitais de trop vous exprimer, pendant le siège, le chagrin que nous éprouvions de notre exil et de notre isolement. Je vous devinais déjà trop tourmentés. Aujourd'hui sachez bien que nous ne nous consolions guère qu'en parlant des absents.

Paris attend, en ce moment, et les Parisiens *se refont*. Le mot n'a rien que de juste. C'est un bien-être, une joie réelle, de manger de bon pain, et de la viande. Nous n'apprécions que mieux la nourriture civilisée après les singuliers repas que nous avons faits. Qui n'a pas eu faim ne sait ce que c'est que manger.

Je ne voudrais pas vous voir revenir trop tôt, mes chers parents, malgré tout le désir que j'en ai. Il y a ici agglomération d'hommes, à peine tirés d'un long état de séquestration, de blessés, de malades, de personnes surexcitées, affaiblies, où couvent les germes morbides. Nous autres, nous y sommes faits. Mais les nouveaux venus ou revenus sont exposés. Voici plusieurs exemples de morts ou de maladies graves que je constate.

Le ravitaillement se fait bien. On craint que les Prussiens exigent de défiler dans la pauvre ville. Ce serait le fond du calice !

23 février 1871.

MON CHER PÈRE,

J'ai reçu sept lettres de vous d'un coup, la dernière datée du 13 février

Elles m'apportent des souvenirs, des témoignages d'affection si constante et si douce, qu'elles me semblent toutes écrites du même élan ; et ce n'est qu'une joie plus vive pour moi de suivre, à travers six mois, les mêmes mouvements de cœurs comme les vôtres. Quelle consolation n'aurait-ce pas été pour nous, de tenir ces pauvres lettres, tandis que nous étions isolés du monde entier ? Mieux vaut pourtant que vous ayez reçu de nos nouvelles sans que nous ayons eu des vôtres. L'inverse aurait été trop cruel pour vous.

Merci, mon bon père, des paroles nobles et chaleureuses que je retrouve en chaque page de ta main. Ne te plains pas d'être resté, comme tu le devais en bon père, avec les faibles de la fa-

mille. Quel chagrin pour ma bonne mère et pour les petites sœurs, quelle inquiétude, quel abattement, si elles étaient restées seules ! Tes fils ont fait leur devoir ici, et le tien aussi, j'imagine, du même coup ; puisque c'est toi qui les a faits hommes et citoyens. Tu as tenu la place d'eux trois là-bas, ce qui était plus difficile que de tenir à eux trois la tienne ici.

Les révolutions, en remuant les hommes, en montrent le fond. Eh bien ! je le dis avec orgueil, — car un fils qui tâche de ne pas dégénérer a droit d'être fier de son père : — tout ce que j'ai vu, fait, appris, pensé, analysé, m'a inspiré une confiance invincible dans les idées et les principes que je te dois, m'a confirmé plus profondément dans l'estime et la vénération du caractère que tu as voulu nous transmettre.

La vanité des calculs personnels, la faiblesse des êtres égoïstes, l'absolue convexité du devoir avec la tranquillité et le bonheur ; la nécessité et l'habileté qu'il y a réellement à chercher dans les hommes le bien qui peut être en eux ; la vilénie et la sottise de la tactique qui consiste à se servir du mal, après s'être épuisé en ruses pour le découvrir et le grossir, — en un mot le bon sens et la morale des honnêtes gens, — voilà ce qui se dégage du pouvoir et de la politique, de la mêlée des hommes et du choc des événements.

Le plus important est de saisir la moralité de la pièce ; et c'est à quoi il faut plus de caractère que d'intelligence, n'en déplaise aux grands esprits qui ne voient et ne cherchent partout que la *petite bête*. C'est une sûre éducation, mon cher père, — après celle d'un homme comme toi, — que celle d'un temps comme le nôtre, et tu vois que pour être restés séparés, nous n'avons pas été moralement isolés l'un de l'autre.

Les négociations sont entamées ; rien ne transpire encore.

Nous allons bien ; mais revenir ici ne serait pas sage pour vous. L'air de Paris est infecté : Mettez en garde tous les parisiens.

Je viens de recevoir une lettre de Jules. Nous sommes, lui et moi, en grande communauté d'idées et de vues. Quelle union plus étroite que la nôtre à tous ? Aucun de nous n'est dérouté, abattu, pris au dépourvu, jeté dans le doute par ces événements terribles, comme il arrive à presque tous les gens que je vois. Ils ont perdu leur boussole. La nôtre, la tienne, mon cher père, n'a jamais été plus sûre.

L'Empire était une léthargie de la vie publique. Combien de gens que le réveil gêne, que la lumière aveugle, que le grand

air suffoque ! Il faut reconstituer la France. Ce sera dur, surtout au début ; mais le salut est à ce prix.

Conservons-nous la République ? Cela dépendra beaucoup des républicains. Malheureusement, beaucoup de ceux qui se proclament le plus républicains, sont tout l'opposé, utopistes, absolutistes, intolérants, et par conséquent monarchistes ou césariens, sans le savoir. L'amusant est qu'ils se croient très *avancés*. C'est l'instinct du passé qu'ils mettent au service de leurs rêves d'avenir.

J'ai vu M. Thiers le soir de son arrivée ici, et je lui ai rappelé certain républicain son électeur, membre de son comité en 1869. " En effet, " m'a-t-il dit, " vous ne vous en cachez pas. " — Et il a ajouté : " C'est une charge accablante qu'on me donne et que je prends. Je suis fatigué. Mais j'ai demain un voyage plus pénible à faire que celui d'aujourd'hui. " — (Il venait de Bordeaux et devait aller à Versailles.)

Grand calme à Paris. Les Prussiens entreront-ils ? On ne sait encore. Que veulent-ils ? Augmenter la haine et la perpétuer contre les vainqueurs ?

27 février 71.

MA BONNE MÈRE,

Les préliminaires de paix sont signés. Nouvel armistice de 15 jours ; 30,000 Allemands occuperont la portion de Paris entre la Seine, la place de la Concorde, le faubourg Saint-Honoré et les fortifications (jusqu'à la ratification du traité). Quelles conditions ! Il faut pourtant les subir. 5 milliards, l'Alsace, la Lorraine, l'occupation temporaire de places fortes. Notre pauvre pays !

Vive la France !

Elle vivra.....

4 mars.

MES CHERS PARENTS,

C'est fini.

Pas d'incident dangereux. Les inquiétudes ont été vives. à

plusieurs reprises. Les Prussiens ne désiraient peut-être qu'une occasion, un prétexte de nous accabler, de nous humilier davantage. Ils ne l'ont pas eu. L'occupation d'un quartier qui est tout en promenades, en hôtels, en rues habitées surtout par des étrangers, par des personnages et des bourgeois absents en ce moment, n'a rien eu de triomphal. je vous assure. Ils ont été accueillis sur plusieurs points par des sifflets et des huées. Mais pas de violences. La population n'a pas donné prise.

Les boutiques étaient toutes fermées dans le quartier occupé. Personne pour regarder ces fiers vainqueurs, se promenant au coin d'une ville qu'ils n'ont pu prendre. Les parisiens, qui passent pour être curieux, ont fait partout le vide. Ils ont refusé tout à l'ennemi. Pas de pain, pas de vin. rien nulle part. Un café qui était resté ouvert a été saccagé hier. Des femmes qui avaient plaisanté, — et quelles femmes ! — ont été fouettées.

Ils sont restés parqués à partir de la place de la Concorde, regardant la statue de Strasbourg couverte de couronnes et les autres toutes voilées de noir. Les officiers ont fait un peu traîner leurs sabres dans les Champs-Élysées ; la musique prussienne jouait devant le Palais de l'Industrie.

Le 2, la paix étant faite, nombre de gens sont allés regarder ce que sont ces terribles ennemis. Impression commune : C'est une machine admirablement montée, mais une machine. L'organisation est étudiée, perfectionnée dans tous les détails par un travail incessant qui date de cinquante ans, soixante ans et plus. Mais les éléments, les individus ne valent pas mieux que les nôtres. Travaillons donc et l'on verra.

Rien d'étrange et de saisissant comme l'aspect de Paris durant ces 2 jours. Toutes les boutiques closes ; pas de plaisirs, pas d'affaires. On allait et venait. Certaine émotion quand on a vu des escouades prussiennes visiter le Louvre. C'était dans la Convention. Mais la chose a été fort ridicule. Les galeries étaient vides ou fermées et blindées. La visite s'est bornée aux cours ; encore a-t-elle été interrompue brusquement parce que certains Prussiens avaient gardé leurs armes.

La ratification s'étant faite vite, ces Prussiens ont dû partir hier matin, et leur départ a été moins glorieux encore que leur entrée.

En somme, tout s'est bien passé, et les Prussiens en sont pour leurs mauvais procédés et leur accès de vanité. Ils ne sont pas entrés *dans Paris*, et peut-être au fond n'en avaient-ils pas fort

envie. Paris et les Parisiens ne sont pas toujours commodes à vivre.

Je ne parle pas des conditions de la paix. C'est la force, et l'œuvre de la force. Reste le droit, qui aura son tour, tôt ou tard.

Maintenant, travaillons.

Imprévoyant, imprudent qui s'appuie sur la violence ; car elle peut tourner sans cesse.

Voici l'Empire d'Allemagne fondé dans le sang, sur la conquête brutale et l'oppression des vaincus. Les conditions de naissance n'influèrent-elles pas fatalement sur la vie ? Peut-être les allemands apprendront-ils plus tard qu'ils méritaient mieux.

Dans cet alliage de peuples, on va jeter, comme dans une fonte en fusion, les lambeaux arrachés à la patrie française. Peut-être suffiront-ils à vicier cet alliage homogène. Ce n'est qu'un fêtu, semble-t-il. Une paille suffit pour faire casser la fonte.

Et ces peuples vainqueurs, quelle organisation subiront-ils pour que des groupes d'hommes y soient tenus de force comme des troupeaux, à la fin du XIXe siècle ? Même dans ses pires crises, la France de la Révolution comprenait autrement le rôle des nations modernes et les droits de l'homme.

Mais il n'importe Travaillons. L'avenir manifestera la vérité et fera prévaloir la loi. Pauvres chers Français de l'Alsace et de la Lorraine, vous montrez que la pensée échappe à la force.

De grands problèmes se rouvrent. Tout ce qui est résolu sans justice n'est que provisoire.

Travaillons et vive plus que jamais la France !

LOUIS HERBETTE.

FIN.

